

L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°201 du Jeudi 18 Mai 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Commentaire

Mener à terme les réformes
du secteur de l'électricité,
pour soulager les populations

 (P.2)

6^{ème} séminaire gouvernemental

Auto-évaluation de l'exécution du Programme d'action du gouvernement!

L'heure de rendre compte a sonné pour les membres du gouvernement.  (P.3)

Commentaire


Ils se trompent,
ceux qui s'en prennent
à la vie privée du
ministre d'Etat N'Silou



*Un média ne peut pas se substituer à
une juridiction.*  (P.4)

Hommage

Lettre de Valentin
à sa tendre
épouse, arrachée
à fleur d'âge
de ce monde

 (P.7)

IPO
Imprimerie
Papeterie du Congo
www.ipocongo.com

Offset numérique
Boîtes cartons
enveloppes
crea
énergie lumineuse
Département Sécularisation

www.ipocongo.com

Hotel Saphir

05 628 4245 / 05 543 12 06 /
06 928 4245
@ contact@hotelsaphirbrazza.com
reservation@hotelsaphirbrazza.com

**7 JOURS DE CHAINES
EN PLUS TOUT DE SUITE !**

*La nouvelle
Semaine
GENEREUSE*

REABONNEZ-VOUS AVANT LA COUPURE DE VOS CHAINES ET
PROFITEZ INSTANTANEMENT D'UNE SEMAINE DE CHAINES EN PLUS.

92 92
CANAL+ CONGO

CANAL+

Commentaire

Mener à terme les réformes du secteur de l'électricité, pour soulager les populations

A Brazzaville, le délestage et la mauvaise qualité de l'électricité continuent de sévir dans les quartiers. Les usagers de l'électricité ne savent pas à quel saint se vouer. La grogne monte et comme toujours, la société en charge de la distribution de l'électricité, devenue E²c (Energie électrique du Congo) depuis août 2018, trouve toujours des raisons techniques pour justifier la dégradation du service. En réalité, il y a de gros problèmes de fond. Le retard dans les réformes du secteur de l'électricité est la source des maux dont souffrent les populations.

On ne le dira jamais assez, les deux bases du développement d'un pays, en dehors de la sécurité et de l'éducation, c'est bien l'accès à l'électricité et aux routes bien construites et entretenues. Nos gouvernants en sont parfaitement conscients. Au point que dans le secteur de l'électricité, le gouvernement a lancé, depuis 2018, un programme de réformes devant aboutir à une nouvelle gouvernance dans ce secteur.

La dissolution de la S.n.e (Société nationale d'électricité) et la création de la société E²c ont été les deux décisions phares des réformes. Mais, E²c n'a pas été créée pour remplacer l'ex-S.n.e. Son objet est clairement défini dans ses statuts: «La gestion, pour le compte de l'Etat, du patrimoine public de l'électricité». Son activité actuelle, à savoir la commercialisation de l'électricité, n'est que transitoire: «Exploiter, à titre transitoire,

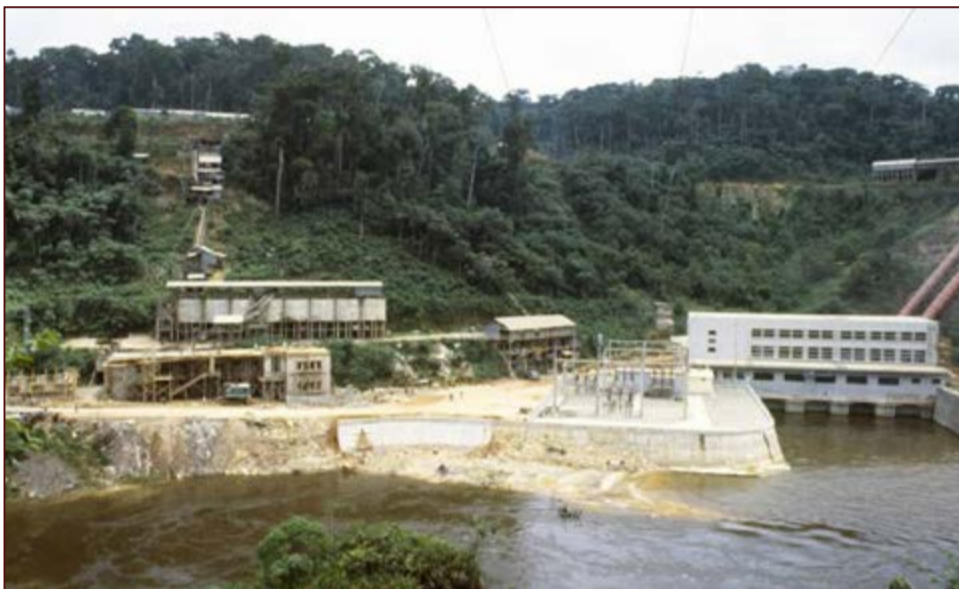
comme opérateur, le service public de l'électricité, dans le but exclusif d'assurer la continuité du service public, en cas de défaillance d'un opérateur ou d'un exploitant ou en attendant la désignation de celui-ci».

Malheureusement, après la création de E²c, le gouvernement n'a plus poursuivi la mise en œuvre du programme de réformes du secteur de l'électricité, en ce qui concerne la partie distribution et commercialisation. Il s'est surtout occupé de la mise en concession des ouvrages de production.

Ainsi, la Centrale électrique à gaz de Djéno a été confiée en concession à la société turque Aksa, depuis le 21 janvier 2021. Le barrage hydroélectrique de Liouesso, dans la Sangha, est livré à la «China Gezhouba group company/Energaz», suivant le contrat de concession signé le 21 mai 2022. Le barrage hydroélectrique du Djoué, à Brazzaville, toujours en arrêt de produc-

tion, a été cédé à la société suisse «Hydro opération international», depuis le 4 juillet 2022. Le barrage hydroélectrique de Moukoulou, dans la Bouenza, doit désormais être géré, depuis novembre 2022, par la société chinoise Zengwei et enfin, la gestion du barrage hydroélectrique

d'Imboulou, dans le Pool, est l'affaire du groupement Hoi/Axian. N'oublions pas que la Centrale électrique à gaz de Côte Matève, à Pointe-Noire, est gérée par la C.e.c (Centrale électrique du Congo), société consti-



Le barrage hydroélectrique de Moukoulou dans la Bouenza.

tuée la société pétrolière Eni et l'Etat congolais.

Or, malgré ces concessions, E²c ne cède pas et continue de gérer les centrales hydroélectriques de Moukoulou, Imboulou et Liouesso et les réseaux de transport et de distribution de l'électricité. Ce qui empêche les investissements

celle-ci n'est pas préparée à exercer la distribution et la commercialisation de l'électricité. C'est ce à quoi tient l'actuel ministre de l'énergie et de l'hydraulique. D'ailleurs, en ce qui concerne le transport de l'électricité, le gouvernement doit rendre opérationnelle la Société de transport de l'électricité

(S.t.e) dont l'accord de création a été donné par le décret n°2028-296 du 7 août 2018. Ce qui signifie que E²c doit se concentrer dans sa mission principale de gestion du patrimoine public de l'électricité.

Dans sa situation actuelle, E²c souffre de maux qui ne permettent pas de rendre un service de qualité à la clientèle. La société a un niveau élevé de pertes techniques et non-techniques dû à d'importantes consommations non mesurées, non facturées et à la fraude. Et sa situation financière est impactée par un important endettement qui empêche tout investissement. Les opérations engagées depuis 2019, avec l'installation des compteurs, grâce au concours des partenaires financiers du Congo, pour réduire le niveau des pertes, n'ont pas encore clairement fournis les résultats escomptés.

Autant dire que, pour soulager les populations qui paient un lourd tribut aux difficultés d'accès à une électricité fiable et permanente, il faut réaliser les réformes prévues, en respectant les contrats de mise en concession. La situation actuelle, qui est d'ailleurs hors contexte juridique, pénalisent les usagers de l'électricité et renvoie notre pays à dépendre de nouveau de son voisin. C'est un grand défi, pour le gouvernement Makosso 2, que de relancer les réformes dans le secteur de l'électricité et de faire respecter les accords et contrats signés.

Jean-Clotaire DIATOU

6^{ème} séminaire gouvernemental

Auto-évaluation de l'exécution du Programme d'action du gouvernement!

Lancé en juin 2021, le séminaire gouvernemental est à sa sixième édition qui s'est tenue du lundi 15 au mercredi 17 mai 2023, à l'Hôtel Radisson Blu, au centre-ville de Brazzaville. Après la 5^{ème} édition, en décembre 2022, qui avait l'ambition de «*relever les défis du moment dans la solidarité gouvernementale*», le Premier ministre Anatole Collinet Makosso a conduit son gouvernement à faire l'auto-évaluation de l'exécution du Programme d'action du gouvernement, qu'il avait présenté devant l'assemblée nationale le 21 juin 2021. Deux ans après, qu'est-ce qui a été réalisé? Chaque ministre «*a l'obligation de rendre compte, dans le périmètre des compétences de son département, de la mise en œuvre ou bien de ce qui est en cours réalisation*», dans le cadre de ce programme. En attendant les conclusions de ce séminaire, voyons son objet tel que présenté par le chef du gouvernement.

Un seul discours a marqué la cérémonie d'ouverture, celui prononcé par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso. Il a fixé ses ministres sur l'intérêt de l'organisation du sixième séminaire gouvernemental. «*Le Président de la République, nos compatriotes et nos partenaires extérieurs nous attendent, les regards rivés sur chacun d'entre nous*», a-t-il déclaré d'entrée de jeu. «*Ainsi, les résultats obtenus dans la mise en œuvre de notre programme d'action méritent d'être largement connus des Congolaises et Congolais*», a-t-il poursuivi. Le gouvernement a-t-il satisfait les attentes des citoyens? C'est à cette question qu'il va répondre.

«*En matière de santé, si la bataille contre la covid-19 a été conduite avec détermination, au regard des connaissances du moment que nous avons de cette pandémie, avons-nous élevé le niveau de satisfaction de nos compatriotes en matière de qualité des soins de santé, d'accueil des patients dans les formations sanitaires, de coût d'accès aux soins et de*



Le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, à l'ouverture du séminaire.

prise en charge de toutes les pathologies dans notre pays? Comment avons-nous géré les fonds covid? L'Etat étant une continuité, il nous revient de rendre compte au peuple des résultats et des efforts qu'il a consentis avec l'aide des différents partenaires», a-t-il fait savoir.

Cette interpellation est intervenue une semaine après la déclaration de l'O.n.g Publiez-ce-que-payez, sur la gestion des fonds covid. Selon cette O.n.g, 25 milliards de francs Cfa ne sont pas justifiés, sur un total de 40 milliards. On ne peut qu'attendre les explications du gouvernement sur

l'utilisation de cet argent. Le Premier ministre s'est également interrogé sur beaucoup d'autres points dont les choix économiques, «*ont-ils protégé des chocs multiples que l'économie mondiale connaît depuis la survenance de la pandémie à coronavirus, la guerre russo-ukrainienne, les effets du changement climatique?*». «*Comme vous le savez, les retombées des choix économiques se manifestent dans le temps. Sommes-nous sur la bonne voie? Y a-t-il de nouvelles impulsions à donner pour aller plus vite et plus loin? Avons-nous véritablement créé les*

conditions pour l'amélioration du climat des affaires, en vue d'attirer les investisseurs privés nationaux et étrangers». Des questions pertinentes sur lesquelles on attend l'éclairage du gouvernement. Voilà l'objet du 6^{ème} séminaire gouvernemental, dont les mots évocateurs restent: rendre compte. Sur ce, la feuille de route de ce séminaire gouvernemental comporte six points:

- 1- faire le point de la situation économique et financière du pays au premier trimestre de cette année, ainsi que celui de l'exécution du budget, afin de prendre la mesure de nos capacités réelles de financement;
- 2- évaluer la mise en œuvre des recommandations du cinquième séminaire gouvernemental et des orientations prises en début d'année, en veillant à la discipline budgétaire, sur la base des évaluations de chaque département, notamment en termes des objectifs que chacun s'était fixé, des ressources reçues, des résultats obtenus ou pas;
- 3- convenir des mesures à prendre, en vue de garantir la conclusion de la troisième revue du programme économique et financier avec le F.m.i;
- 4- évaluer le niveau d'exécution du Plan national de développement 2022-2026;
- 5- rendre compte de la mise en œuvre du Plan de résilience;
- 6- entamer le débat sur la construction de la conscience nationale».

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Coopération Congo - F.m.i

Troisième revue du programme de la facilité élargie de crédit avec le Congo

Dans le cadre de la préparation de la troisième revue du programme relatif à la Fec (Facilité élargie de crédit) signé avec le Congo, une mission technique du F.m.i (Fonds monétaire international), composée de sept experts et conduite par Roland Kpodar Kangni, chef de mission pour le Congo, est en séjour de travail à Brazzaville, depuis lundi 8 mai 2023, pour deux semaines. Accompagnée de Vitaliy Kramarenko, directeur adjoint du Département Afrique du F.m.i, cette mission a eu une séance de travail avec Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'économie et des finances, lundi 15 mai 2023, à son cabinet de travail.



Jean-Baptiste Ondaye avec la délégation du F.M.I.

Le ministre Jean-Baptiste Ondaye a demandé aux administrations travaillant avec la mission du F.m.i, de fournir à cette mission tous les éléments et les informations utiles, afin de faire avancer le dossier du Congo, tout en restant disposées à faciliter son aboutissement. A ce titre, Jean-Baptiste Ondaye a rassuré que «*les autorités congolaises sont engagées pour la réussite du pro-*

gramme que nous exécutons conformément au mémorandum de politique économique et financière».

Pendant son séjour de travail au Congo, l'équipe du F.m.i tient des discussions sur les questions de politique économique et sociale, dans le cadre du programme que le gouvernement met en œuvre. Le ministre Ondaye a émis l'espoir que les résultats de cette consultation débou-

cheront à l'approbation de la troisième revue par le Conseil d'administration du F.m.i. Au début de cette rencontre, le chef de mission du F.m.i avait déclaré qu'il est venu «*pour pouvoir discuter, sur place, le développement récent du programme, les perspectives et les enjeux aux-*

quels le gouvernement fait face en ce moment». «*C'est ma première visite au Congo. J'espère bien pouvoir promouvoir un engagement et une collaboration plus étroites entre le Congo et le F.m.i.*», a-t-il précisé.

Martin BALOUATA-MALEKA

Editorial

Un recul qui heurte les consciences !

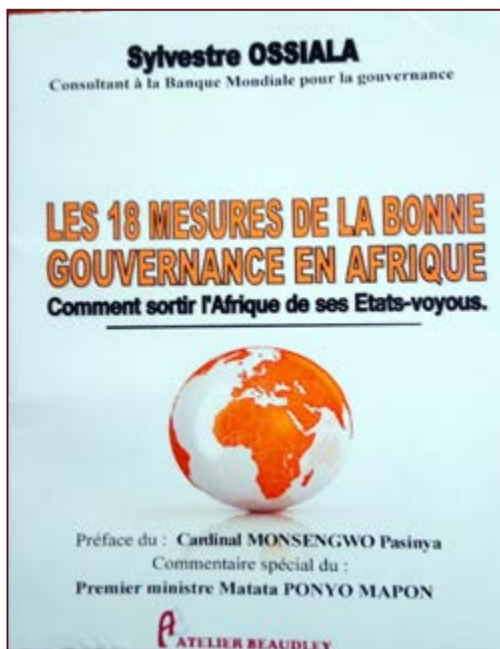
Le recensement général de la population et de l'habitation est une opération que tout le monde a souhaitée. Elle se déroule bien et tant mieux. Seulement, de mémoire de Congolais, depuis l'indépendance de notre pays en 1960, on découvre avec stupéfaction que l'Etat se préoccupe de l'identité ethnique de ses habitants, comme l'Etat colonial gérait ses colonisés, pour mieux les exploiter, en les opposant parfois, comme au Rwanda.

A l'instar d'autres concitoyens, un lecteur de notre journal a reçu à son domicile, dans un quartier de Brazzaville, les agents des équipes recenseurs. Ambiance chaleureuse, sous l'ombre d'un manguier. Les agents sont munis de tablettes numériques et ils portent des gilets qui permettent de les distinguer facilement. Ils sont jeunes. La conversation s'engage gentiment, sous forme de questions réponses, dans une ambiance qui devient studieuse. L'agent note sur sa tablette numérique. Puis, arrive la question qui surprend notre lecteur: «*De quelle ethnie êtes-vous?*». «*Quoi?*», répond-il. «*Dites de quelle ethnie vous êtes?*», répète l'agent. «*Je suis désolé, mais je n'ai aucun document d'Etat-civil qui indique l'ethnie à laquelle j'appartiens. Donc, je suis incapable de répondre à cette question*», répond notre lecteur. Puis, il leur demande: «*Mais, pourquoi vous posez une telle question?*». «*On nous l'a demandé, Monsieur!*», répliqua l'agent.

«*Je ne comprends pas. Je suis né à Brazzaville, deux ans après l'indépendance. Mes parents décédés sont du Pool, d'après leur Etat-civil. Donc, je pense que je suis ressortissant du Pool. J'ai fait l'école ici au Congo. J'ai un niveau universitaire. Nulle part l'Etat ne m'a appris de quelle ethnie j'étais. Dans ma vie, j'ai eu à répondre à cette question. C'était, tenez-vous bien, pendant la guerre civile de 1997. On fuyait les quartiers Nord, bombardés à l'aide des organes de Staline, pour aller se réfugier vers les quartiers Sud. Devant un bouchon des miliciens ninjas, on nous avait posé des questions pièges, en langue lari, pour vérifier nos origines. Il y avait des gens placés à côté, on ne sait pas ce qu'ils sont devenus, car ils n'avaient pas pu répondre aux questions. Nous, on a réussi à répondre avec quelques difficultés et ils nous ont laissé passer, comme d'autres après nous. Vous pouvez me dire combien d'ethnies l'Etat a officiellement cartographiées au Congo? Si mes parents sont d'ethnies différentes, à laquelle je dois appartenir selon vous? Si c'est ça ce recensement, on n'aurait pas dû le soutenir. C'est un recul. Je suis Congolais, je vis au Congo. Je ne sais pas sur la base de quelle loi, les habitants du Congo doivent maintenant s'identifier selon les ethnies auxquelles ils appartiennent. Je suis désolé, je ne répondrai jamais à cette question dans les affaires d'Etat*», réagit notre lecteur. L'agent recenseur s'excusa et passa à d'autres questions.

Que faut-il en penser? Pendant toute la campagne relative au recensement de la population, personne n'a fait allusion à l'aspect ethnique. Sauf à amorcer un recul de l'Etat congolais, dans la construction de la Nation, toute référence aux origines ethniques des citoyens dans les affaires d'Etat est un recul lamentable et choquant. Le Premier ministre a lancé le débat sur la construction nationale. C'est l'occasion de dire que nous devons nous débarrasser de ce qui est inutile dans la construction de la Nation et de la République. Tous les citoyens congolais sont égaux devant la loi. Autant mieux laisser nos héritages ethniques dans la sphère culturelle.

L'HORIZON AFRICAIN



L'ouvrage de Sylvestre Ossiala, ancien député, consultant à la Banque mondiale pour les questions de gouvernance

LES 18 MESURES DE LA BONNE GOUVERNANCE EN AFRIQUE
Comment sortir l'Afrique de ses Etats-voyous.



Préface de : Cardinal MONSENGWO Pasinya
Commentaire spécial du :
Premier ministre Matata PONYO MAPON

ATELIER BEAUDLEY

Commentaire

Ils se trompent, ceux qui s'en prennent à la vie privée du ministre d'Etat N'Silou

Le ministre d'Etat N'Silou, en séjour médical en France, a fait l'objet d'attaques dans les réseaux sociaux. D'après ses proches, il ne réagira certainement pas aux propos diffamatoires qu'un journaliste de la diaspora a diffusé contre lui. Il sait que le silence est plus grand que la parole, en pareilles circonstances. Devant l'ignorance, la dignité humaine exige de se taire. Mais, nous réagissons, parce que ce qui est dit par le journaliste de la diaspora, visiblement dans l'intention de le salir, lui a été envoyé assurément depuis Brazzaville.

Cela ne fait pas honneur au métier de journalisme, qui ne saurait se contenter d'écouter qu'un seul son de cloche, pour condamner une personnalité sur la place publique. Est-ce la haine ou la cupidité qui conduit les acteurs de la communication à se comporter ainsi? La convoitise est mauvaise conseillère. C'est elle qui tue le monde. Le romancier et essayiste français, Paul Guth, (1910-1997) disait, «les jaloux détruisent ce qu'ils sont incapables de créer». Nous sommes convaincus que quand le journaliste qui a sorti les propos diffamatoires à l'encontre de M. N'Silou, commencera à ouvrir les yeux, il se rendra compte qu'il y a de la manipulation derrière sa sortie

fracassante, pour des buts de politique politicienne. M. N'Silou est ministre du commerce depuis sept ans. Sept ans auparavant, il s'occupait de la construction et de l'habitat avant d'arriver au commerce. Dans le cadre de ses fonctions, pour réaliser un programme gouvernemental découlant du projet de société du Président élu, le ministre de la construction et de l'habitat qu'il était a mobilisé des espaces, pour construire des programmes immobiliers et ce conformément à la loi sur l'expropriation, comme cela est fait dans tous les pays du monde, lorsque l'intérêt général l'exige. L'expropriation pour cause d'utilité publique n'est pas un problème personnel d'un ministre qui a la mis-

sion de le faire. L'expropriation signifie que l'Etat prend possession du bien appartenant à une personne morale ou physique, contre paiement d'indemnités. Mais, la personne doit apporter la preuve qu'elle en est vraiment propriétaire. Revenir aujourd'hui sur la personne qui a réalisé ces programmes immobiliers dans le respect de la loi, il y a plus de dix ans, dans le cadre d'une mission d'Etat, cache une intention malveillante, qui n'honore pas le beau métier de journaliste. Surtout que ce journaliste parle depuis l'Europe, donc il ne fait que rapporter les rumeurs qu'on lui confie. En ce moment même, en France, une autoroute va être construite bientôt,



Le Ministre d'Etat Claude Alphonse N'Silou.

après des expropriations légales, malgré de nombreuses protestations très médiatisées d'ailleurs. L'autoroute va être construite, parce l'intérêt général l'impose. C'est

normal. L'Etat fonctionne ainsi, pour avancer. Mais, entend-on citer le nom du ministre qui réalise ce projet? Mais, pourquoi au Congo nous allons jusqu'à

personnaliser, couvrir le ministre d'insultes? Est-ce bien ça le métier de journaliste? Pour les autres questions personnelles, il est judicieux de toujours apporter des preuves devant les juridictions, quelles qu'elles soient. M. N'Silou ne ravit pas les terrains des gens. Il n'a pas besoin de justifier sur la place publique, ses propriétés foncières régulièrement acquises, dans un pays où la Justice fonctionne. S'il s'avère qu'il y avait des compatriotes lésés, on ne voit pas qu'est-ce qui les aurait empêchés de saisir les tribunaux à ce moment-là. Sa qualité de ministre n'a rien à voir avec ses affaires privées. Pérorer dans des émissions de réseaux sociaux sur la vie privée d'une personnalité permet, sans doute, de faire du sensationnel, mais cela ne signifie pas qu'on est du côté de la vérité. Pire, c'est de la diffamation. Car, si ce journaliste est traîné en justice en France, pour diffamation, on ne voit pas comment il va échapper à la condamnation. Ce qu'on lui a dit de dire dans son émission contre M. N'Silou, n'étant que du mensonge, des rumeurs. Il doit apprendre qu'un média ne peut pas se substituer à une juridiction.

Jean-Clotaire DIATOU

U.d.h-Yuki

Le congrès à l'épreuve du respect des textes du parti, après plusieurs dérapages

Décidément, les querelles au sein de l'U.d.h (Union des démocrates humanistes) sont loin d'être terminées. D'où le glissement de la date du congrès, devant se tenir initialement en avril dernier. Conséquence, le congrès a été de nouveau reporté et il est prévu du 26 au 27 mai 2023. Reste à savoir si cette nouvelle date sera tenue. Car le parti est secoué par l'interprétation divergente de ses textes de base. D'un côté, ceux qui sont pour la tenue du congrès et l'élection des nouvelles instances, dans le respect des textes du parti, et de l'autre, ceux qui défendent un candidat donné, au mépris des textes du parti.

Depuis que le congrès de l'U.d.h-Yuki est annoncé, il connaît des reports. Le Bureau politique de ce parti n'arrive pas à se décider sur les fondamentaux concernant la tenue du congrès. Après l'interprétation divergente des textes du parti au lendemain de la disparition de son président-fondateur, Guy-Brice Parfait Kolélas, le parti est encore paralysé dans l'organisation de son congrès. Grâce à la facilitation conduite par Michel Mampouya et le sénateur Ludovic Miyouna Tétani, une commission chargée de préparer les documents du congrès a été mise en place.

La ruée des candidats à la présidence de l'U.d.h.-Yuki montre à quel point ce parti suscite l'appétit de ses cadres. Au total, on compte pas moins de neuf candidats, qui sont en campagne. En principe, selon les textes fondamentaux du parti, il y a des candidatures qui sont vouées à être écartées. L'article 23 des statuts stipule que «pour être candidat au poste du président de l'U.d.h-Yuki, il faut être membre du Conseil national et justifier d'au moins sept ans de vie active dans les rangs de l'U.d.h-Yuki; être congolais d'origine; remplir toutes les conditions requises par la loi en la matière; être



Qui succédera à Guy-Brice Parfait Kolélas.

d'une conduite exemplaire dans la ligne de l'éthique supérieure que l'U.d.h-Yuki s'est engagé à cultiver et à développer; avoir une connaissance approfondie de l'idéologie que prône l'U.d.h-Yuki; avoir une expérience politique affirmée; faire preuve d'une compétence avérée; jouir d'une bonne santé physique et morale; faire preuve de disponibilité, d'engage-

ment et d'esprit d'écoute; être à jour dans les cotisations statutaires».

Mais, une telle décision finit par créer des querelles de leadership. Comment trancher?

La semaine dernière, une majorité s'est dégagée pour le respect des textes. Mais, la minorité qui tient à ses intérêts a fomenté l'agitation, pour revenir à la case-départ. On veut valider des candidatures, même au mépris de l'article 23 des statuts. Il semblerait que les neuf candidats qui se sont déclarés sont tous membres du Conseil national et remplissent bien les critères. Ce qui n'est pas sûr, surtout qu'il y a des critères de militance.

Selon l'article 24, «les candidatures au poste du président de l'U.d.h-Yuki sont déposées librement auprès du présidium du Congrès national, 24 heures au moins, avant la séance consacrée à l'élection du premier responsable de l'U.d.h-Yuki conformément au calendrier des travaux du congrès. Autrement dit, le présidium du congrès reçoit, séance tenante, les candidatures. Telle est la démarche proposée par les textes. La facilitation pourra-t-elle permettre au parti de surmonter cette impasse?»

Narcisse MAVOUNGOU

PROPOS D'ÉTAPE

Intelligence maligne

Prométhée a continué son test sur la fiabilité de ChatGPT. Cette fois-ci, il a interrogé l'intelligence artificielle sur la biographie d'une personnalité congolaise. C'est du délire, ce que ChatGPT a pondu comme réponse. Lisez vous-mêmes: «Je ne dispose pas d'informations à jour sur tous les membres actuels du cabinet du Président de la République du Congo. Cependant, Monsieur X a déjà été membre du cabinet du Président Denis Sassou-N'guesso, il a occupé le poste de directeur de cabinet adjoint à la Présidence de la République du Congo jusqu'en 2015. Depuis, il a été impliqué dans la vie politique congolaise et a été candidat à l'élection présidentielle de 2021, mais il n'a pas été élu».

Bien évidemment, l'intéressé n'a jamais été tout cela. Conseiller, oui; mais le reste, jamais. C'est une pure invention de l'intelligence artificielle, qui pousse à récuser l'emploi du substantif intelligence, tellement que les énormités sont énormes!

L'utilisation de l'intelligence artificielle soulève un gros problème éthique, dans la mesure où elle crée sa propre vérité, à partir d'informations erronées. Elle s'avère être extrêmement dangereuse où elle est capable de générer des êtres fictifs ou fournir des informations incohérentes, qui peuvent être utilisées contre des individus, notamment dans les sociétés totalitaires.

Si les avancées scientifiques sont de l'ordre naturel des choses, elles reposent aussi et peut-être surtout sur le bon sens. Mais le bon sens, c'est aussi un sentiment, que malheureusement ne pas avoir un algorithme. Ainsi, comme un algorithme est dépourvu de tout sentiment, l'intelligence qu'il génère peut devenir maligne et causer des dégâts incommensurables dans la société des humains. Heureusement que ces derniers ont du bon sens, pour savoir ne pas aller trop loin avec certaines de leurs constructions intellectuelles.

Prométhée

2.A.d-26 (Alliance pour l'alternance démocratique en 2026)

Les portes de la nouvelle plateforme politique ouvertes à d'autres partis

Trois semaines après sa sortie officielle, la plateforme politique 2.A.d-26 (Alliance pour la l'alternance démocratique en 2026) qui réunit trois partis d'opposition, le R.d.d (Rassemblement pour la démocratie et le développement), le M.r (Mouvement républicain) et le Pa.pe (Parti du peuple), a tenu sa première convention politique, dimanche 7 mai 2023, au siège du M.r à Diata, un quartier du premier arrondissement de Brazzaville, sous le patronage de Melaine Destin Gavet Elengo, président de l'Alliance en présence des deux autres présidents de la plateforme, Jean-Jacques Serge Yhomby-Opango et Jean-Pierre Agnangoye. La cérémonie d'ouverture de cette première convention s'est déroulée en présence de leaders politiques invités, notamment Diogène Senny Henda (Umoja), Clotaire Mboussa-Ellah (C.a.r), Franck Ngoma, (Les souverainistes), représentant Dave Mafoula. L'alliance, qui a adopté des recommandations au cours de cette convention, est ouverte à d'autres partis politiques qui veulent la rejoindre, a-t-on fait savoir.

Dans son mot d'ouverture, Melaine Destin Gavet Elengo, le président en exercice de 2.A.d-26, a déclaré que la naissance de cette plateforme «est une volonté exprimée par le peuple de voir un changement réel et d'expérimenter, enfin, cette alternance pour son épanouissement et son rayonnement glorieux». «La réussite de cette première convention dépend de votre implication et de votre ses de sacrifice; le collège des présidents est ici pour donner les grandes orientations, mais il faut qu'il puisse avoir un relai au sein de nos partis politiques, afin de pérenniser et de communiquer la vision de 2.A.d-26, dans toutes les sphères», a-t-il ajouté. Au cours des travaux, les délégués ont passé en revue plusieurs documents relatifs au fonctionnement de l'Alliance pour l'alternance démocratique en 2026 et ses



Les trois présidents de la plateforme.

différents organes. Adopter ces textes est une façon de matérialiser la vision politique de ces initiateurs. La convention s'est exprimée sur quelques sujets d'actualité nationale, notamment le Figa (Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement), la liberté de la presse au Congo, les prisonniers politiques et le 5^{ème} recensement général de la population

et de l'habitation. Sur toutes ces questions, les responsables de la plateforme ont parlé d'une même voix et ont appelé aux respects des textes et de la loi en vigueur dans la gestion des affaires publiques. L'affaire Figa ne peut pas passer sous silence. Il faut que les auteurs soient jugés, a affirmé la convention. Pour une démocratie forte, il faut qu'il y ait une diversi-

té d'opinions et des organes de presse. D'où l'importance de la liberté de la presse, réaffirmée par la convention. L'Alliance demande également que la presse bénéficie d'une subvention financière comme certaines institutions. Elle a condamné la pression que subissent les journalistes dans l'exercice de leur fonction.

Dans son mot de clôture, Melaine Destin Gavet Elengo a félicité les participants pour avoir accompli une tâche importante dans la vie de l'alliance. Ce qui permettra que notre plateforme puisse fonctionner «à plein régime sous la supervision du collège des présidents pour que les objectifs fixés soient atteints et qu'il est un impact sur le terrain». «Notre plateforme est née pour changer les choses. Nous devons poser des actions communes de grandes envergures pour stopper la folie du parti au pouvoir», a-t-il souligné. «Au cours de ces assises, plusieurs recommandations ont été formulées, notamment celle de la libération des prisonniers politiques tels que Jean-Marie Michel Moko et André Okombi Salissa. La libération de ces détenus politiques pourrait contribuer à défendre le climat politique et favoriser la cohésion sociale ainsi que l'unité nationale», a-t-il fait savoir.

Narcisse MAVOUNGOU

Ministère de l'économie forestière

Préparer le basculement au mode de budget-programme

Le Ministère de l'économie forestière a organisé, avec l'appui du Prisp (Projet des réformes intégrées du secteur public), financé par la Banque mondiale, du 8 au 11 mai 2023, au Centre international de conférence de Kintélé, un atelier de validation du diagnostic stratégique dans le cadre du processus du basculement du budget des moyens au système de gestion budgétaire par programmes prévu en 2024. Cet atelier, qui a regroupé une cinquantaine de participants, notamment des cadres du ministère, a permis de valider le document du diagnostic stratégique, qui permet de préparer le basculement en mode de budget-programme à partir de 2024.

Ouvert par la ministre Rosalie Matondo, en présence de Thomas Bandia, coordonnateur du Prisp, l'atelier avait pour but de poser les jalons du passage du budget des moyens

au mode de budget-programme, pour améliorer les capacités de planification stratégique de la dépense publique et le système d'information sur la gestion des finances publiques. «Le Prisp accom-



Photo de famille de la ministre Matondo, avec les cadres de son département ministériel.

pagne le gouvernement dans la rationalisation de son système de gestion des dépenses publiques, afin d'améliorer les allocations des budgets et des priorités», a précisé Thomas Bandia, coordonnateur du Prisp. Pour sa part, la ministre

Rosalie Matondo a exhorté les cadres à s'approprier cette dynamique. «Chacun de vous doit être désormais suffisamment préparé pour jouer sa partition dans l'élaboration du diagnostic stratégique pour notre ministère, base de référence qui permettra, à terme, de mesurer ai-

sément notre performance à travers l'efficacité, l'efficience et la qualité de nos prestations, dans le cadre du basculement vers le budget-programme», a-t-elle déclaré.

Martin BALOUATA-MALEKA

Livre

«De la sécurité sociale en République du Congo», de Dany Bitsindou

Cadre de la sécurité sociale en France, connu aussi comme membre de l'U.d.h-Yuki et auteur du livre «L'ultime combat de Guy-Brice Parfait Kolélas», Dany Bitsindou vient de signer aux Editions Les Lettres Mouchetées, un livre sur le système de sécurité sociale au Congo, son pays d'origine, intitulé: «De la sécurité sociale en République du Congo». Dans cet ouvrage, l'auteur dénombre plusieurs failles qui gangrènent le système congolais de sécurité sociale. «Les écueils d'immatriculation des retraités dits «nouveaux», la distance entre les services et les besoins sociaux et l'indisponibilité des prestations garanties à des familles en difficultés», autant de facteurs qui affaiblissent ce système.



Dany Bitsindou et son nouvel ouvrage.

D'un volume de 94 pages, le livre de Dany Bitsindou, «De la sécurité sociale en République du Congo Aperçu, Analyse et Perspectives», est subdivisé en deux parties. La première partie porte sur «la sécurité sociale, vue d'ensemble» et la deuxième est consacrée à «la couverture universelle, réalité ou fiction?».

Ce livre est un document de recherche et de prospective sur la thématique abordée, un document de travail qui «s'inscrit dans une logique d'analyse des mécanismes de couverture sociale mis en œuvre par les pouvoirs publics, dans un contexte où les bénéficiaires potentiels des droits s'interrogent sur le rôle de la sécurité sociale». L'auteur se demande si les prestations établies par le système de sécurité sociale au Congo sont relativement une avancée fondamentale dans l'effacement des doutes sur la réalité des droits. On l'a vu durant la crise sanitaire de la covid-19, lorsque les plus vulnérables ont eu besoin d'une protection soutenue par des mesures d'assistance sociale, au moins conjoncturelles, il n'en demeure pas moins que «le narratif de ces caisses conforte l'ensemble des préjugés défavorables que s'en font les Congolais. S'agit-il d'un manque de conscience collective? En tout état de cause, la plupart des usagers qui y viennent pour les démarches liées à leurs pensions de retraite et droits connexes, pour la sollicitation des cartes d'allocation ou pour un changement de mode de paiement, réduisent la sécurité sociale à un simple organisme de paiement des pensions. Sans plus. Et pour cause: très souvent, à échéance de versement, la perception des pensions est la seule démarche qu'ils réalisent aux guichets de la relation de service. Et encore, non sans tracasseries de toutes sortes...».

Dans son ouvrage, Dany Bitsindou ne se contente pas seulement de dénoncer. Il propose également des solutions comme «la couverture solidaire hospitalisation» et la conclusion de nouvelles conventions de performance aux nouvelles conventions de performance entre la sécurité sociale et les hôpitaux publics. Il parle aussi du R.u.e (Revenu universel d'existence), comme premier niveau d'action dans l'échelle de la lutte contre la pauvreté. Dans sa démarche, «si ce revenu n'est pas destiné à éradiquer la pauvreté, parce que la pauvreté existera toujours, il permet au moins de réduire les inégalités dans l'accès aux droits et de faciliter les soins de santé». L'auteur va même plus loin, en proposant la création d'une Haute autorité de la solidarité nationale, chargée de faire des propositions sur la gouvernance démocratique des régimes de solidarité, afin de renforcer l'indépendance du régime national de solidarité, ainsi que son adaptabilité aux évolutions des formes de pauvreté.

La parution de ce livre s'est faite au bon moment, puisque le Congo s'est lancé dans une grande réflexion sur le système de sécurité sociale. Le Premier ministre a déjà amorcé la rencontre avec le Comité de pilotage de la Camu (Caisse universelle d'assurance maladie), un autre chantier que le gouvernement est déterminé à mener à terme.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Ministère de la santé et de la population

Lutter contre le cancer du col de l'utérus, par le dépistage précoce

Plus d'une trentaine de sage-femmes venues des établissements sanitaires de Brazzaville ont été formées sur le dépistage des lésions précancéreuses du col de l'utérus, dans le but de prévenir le cancer de l'utérus. Initié par la Direction générale de la population, relevant du Ministère de la santé et de la population, avec l'appui de la représentation de l'O.m.s au Congo, l'atelier de formation pour le renforcement de leurs capacités de prestataires de santé s'est tenu du 8 au 12 mai 2023, à l'Hôpital spécialisé mère-enfant Blanche Gomès.

Sous la direction du Pr Donatien Moukassa, formateur, et du Dr Guy Michel Mbemba, chargé du programme au Bureau de l'O.m.s Congo, et en présence de Mme Denise Ebondza, chef du service planification familiale à la Direction générale de la population, la formation des sage-femmes visait le renforcement de leurs capacités sur la santé sexuelle et reproductive, particulièrement en ce qui concerne la prévention des lésions précancéreuses du col de l'utérus.

Le dépistage de la maladie à temps permet de la traiter facilement, car la maladie se trouve encore au stade du début. Le cancer du col de l'utérus est en train de prendre une ampleur inquiétante au Congo. Selon les statistiques, le pays compte plus de 600 mille femmes souffrant de cette maladie. Pour Mme Denise Ebondza, «les précautions à prendre, c'est



Les sages-femmes avec leurs formateurs.

de commencer par le dépistage précoce. C'est pourquoi toutes les sages-femmes doivent être capables de dépister précocement les lésions cancéreuses du col de l'utérus. Les sage-femmes sont, tous les jours, au contact des femmes (adolescentes, jeunes et adultes). Ce dépistage doit être une activité de routine, pour diminuer le taux de contamination, qui est actuellement en augmen-

tation». Elle a rassuré que cette formation va s'étendre à l'ensemble du pays, puisque la ville de Pointe-Noire est pratiquement dans la même situation que Brazzaville.

Dans ce contexte, il est demandé aux femmes de ne pas avoir peur ni honte de se faire dépister, pour éviter la contamination et continuer d'entretenir un état de santé convenable. Beaucoup de facteurs sont à l'origine du

cancer de l'utérus. Très souvent, cette maladie attaque des femmes qui ont fait beaucoup d'enfants, ou qui ont plusieurs partenaires ou encore celles qui fument.

Pour sa part, le Pr Donatien Moukassa a dit que «cette opération a commencé au niveau central, avec une application dans les programmes et dans les projets. La formation s'est déroulée en deux phases: théorique et pratique. On a pris l'échantillon de Brazzaville dans les districts sanitaires qui sont au nombre de dix, pour lutter contre le cancer du col de l'utérus qui devient un problème de santé publique».

Le Dr Guy Michel Mbemba, cadre du bureau de l'O.m.s Congo, a indiqué que «nous avons tenu à ce que les sage-femmes soient formées, surtout celles des Centres de santé intégrés de Brazzaville, pour que le dépistage des lésions précancéreuses du col de l'utérus devienne une réalité. Nous nous réjouissons de cette formation, parce que les responsables de santé s'engagent dans cette approche qui va être véritablement salvatrice pour les femmes de notre pays».

Martin BALOUATA-MALEKA

Université Marien Ngouabi (Brazzaville)

Signature d'une convention avec l'Université pédagogique d'Etat de Voronej

Le président de l'Université Marien Ngouabi, le prof Gontran Ondzotto, et Sergueï Ivanovitch Filonenko, recteur de l'Université pédagogique d'Etat de Voronej, en Russie, ont signé, mercredi 26 avril 2023, à Brazzaville, une convention de coopération en vue de la promotion et du développement scientifique de haut niveau, dans l'optique d'accroître les activités d'enseignement et de recherche pour le bénéfice des deux institutions universitaires. La signature de cette convention s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Guerguy Tchepik.



Le président de l'Université Marien Ngouabi et son collègue russe.

L'Université Marien Ngouabi et l'Université pédagogique d'Etat de Voronej sont désormais liées par une convention destinée à promouvoir la coopération sous les formes ci-après: échange d'enseignants, de chercheurs et de personnel administratif; échange d'étudiants de niveaux master et doctorat; préparation de thèses de doctorat en co-direction ou co-tutelle; organisation conjointe de stages, de conférences et

symposia; réalisation de projets communs de recherche; échange de publications académiques et de documents scientifiques.

Au-delà de l'insertion professionnelle et/ou de l'employabilité des étudiants, la convention de coopération entre les deux universités congolaise et russe permettra aux chercheurs congolais de franchir un autre seuil, en vue d'augmenter la connaissance, estime le Pr Gontran Ondzotto qui a

indiqué que «partout où se trouve un étudiant congolais, se trouve toute l'Université Marien Ngouabi». C'est à ce titre qu'il invite, par avance, les étudiants congolais à sublimer le sérieux et l'excellence dans toutes leurs entreprises. L'honneur et le développement du Congo en dépendent, selon lui.

De son côté, le recteur de l'Université pédagogique d'Etat de Voronej, Sergueï Ivanovitch Filonenko, a fait savoir qu'en 90 ans d'exis-

tence, son institution universitaire a acquis une forte expérience dans le domaine scientifique. Ainsi, «nous espérons que la signature de cette convention sera suivie d'un pas concret de développement de nos deux universités», a-t-il fait savoir.

Il s'agit, ici, de la 165ème convention de coopération universitaire dont la deuxième avec une université russe, que l'Université Marien Ngouabi a signée. Cette dernière convention n'en-

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Notre ami commun, Yakamambu, k me charge de vous dire, à toi, à Itoua, à Mbougou et à Tati, qu'il lui a été donné de constater que parmi les anti-valeurs que combattent, de concert et ensemble, l'Etat et l'Eglise, dans notre pays, la corruption figurait malheureusement en bonne place et sous plusieurs formes: «madesu ya bana»; les dix-pour-cent; le droit de cuis-sage; etc. Que rien ne pouvait être obtenu sans avoir mouillé la barbe, sans avoir graissé la patte.

Dans ses notes de lecture, Yakamambu a retrouvé ce que le célèbre musicien congolais, Franco Luambo Makiadi, avait dit, il y a plus de 30 ans. Je vous les fais partager. Il disait, à propos de la corruption en République Démocratique du Congo, notre République sœur, ce qui suit:

«1- La corruption est un délit le plus souvent commis par les élites, par ceux qui ont accès à l'argent et au pouvoir. Elle constitue une indécence qui viole les principes moraux;

2- Chaque peuple du monde a une conception de l'honnêteté qui lui est propre. Ainsi au Congo, la corruption présente certaines caractéristiques particulières adaptées à un environnement socio-culturel propre. Il y existe, par exemple, une véritable classe de demandeurs de corruption, alors qu'ailleurs, celle-ci est plutôt proposée;

3- Il faut différencier le pourboire que l'on suscite plutôt que l'on gratifie, à la corruption qui est un système informel d'enrichissement illicite et mérite d'être combattu avec la dernière rigueur;

4- L'attitude que les gens ont vis-à-vis de l'argent, vecteur principal de la corruption, est assez équivoque. Au Congo, on considère l'argent d'abord comme un outil et un but en soi. De ce point de vue, l'argent n'est jamais mauvais, quelle que soit sa provenance;

5- Les signes extérieurs de richesses bien que suggérant souvent un enrichissement sans cause, provoquent toujours, dans l'opinion, l'absolution de la faute commise. Au contraire, ils suscitent l'admiration;

6- Dans la conception du Congolais, l'argent étant indispensable pour vivre, il est à chercher à tout prix et à n'importe quel prix. Ainsi, la corruption qui consiste à abuser d'une chose coupable, n'a pas d'importance et n'indigne personne.

Il faut, bien sûr, nuancer tout cela. Mais, la lutte contre le grand fléau que représente la corruption doit passer par la compréhension que l'on peut dégager de ses causes réelles. Il faut d'office écarter la pauvreté qui ne pousse pas en elle-même à la corruption. C'est l'esprit de lucre qui reste l'empannage de l'élite politique, économique, sociale et culturelle et la pousse à la recherche effrénée d'un enrichissement sans cause».

A en croire Yakamambu, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Ce qu'a affirmé l'artiste Franco Luambo Makiadi à propos de la corruption, on le vit aussi chez nous, en République du Congo. Certes, ce n'est pas une parole d'évangile. Mais, il pense que tous les chemins menant à Rome. Cela peut nous amener à comprendre ce fléau qu'est la corruption, aux fins de trouver les pistes, les voies et les moyens pour l'enrayer de notre modus vivendi. Le fléau est là; il existe. C'est plus qu'un virus. Les Congolais en souffrent. Toujours selon Yakamambu, ne feignons donc pas de l'ignorer, en pratiquant la politique de l'autruche. Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

traîne aucune obligation financière. Chaque partie sera responsable de sa participation aux activités de coopération. Celles-ci dépendent des crédits budgétaires de chaque partie. Cette convention est établie pour une durée de 5 ans, renouvelable après approbation d'un rapport d'activités soumis aux instances compétentes de chaque partie. Toute modification de la convention nécessite l'approbation des deux parties, après un préavis écrit de six mois de la partie notifiante. Les modifications sont signées par les

deux parties. En cas de défaillance de l'une des parties dans l'exécution des objectifs fixés par la convention, l'autre partie peut demander la résiliation, sous réserve de respecter un préavis de six mois. Toutefois, les activités déjà engagées poursuivront leur cours jusqu'à terme. En cas de différends nés de l'interprétation ou de l'exécution de la convention, les partenaires s'engagent à résoudre le litige à l'amiable, par voie de conciliation directe.

Joseph MWISSI NKIENI

Hommage

Lettre de Valentin à sa tendre épouse, arrachée à fleur d'âge de ce monde

A Ma très chère Marie Suzanne,
Née, à Brazzaville, un 13 février 1958, tu aurais pu venir le 14, pour symboliser le bouquet fleuri de notre amour en ce jour exaltant de la Saint-Valentin. La fête serait notre fête totale, la belle fête des amoureux.

Marie Suzanne,
Valentin t'adresse ces mots, pour te garder en éveil dans ce nouveau monde fermé où tu campes à présent. Je suis resté sans voix, sans voix mais ces mots tiennent à consolider notre union, notre riche parcours, parce que je te suivrai demain, où tu es allée, j'irai. Le plus important, comme tu vois, reste l'amour que je t'ai toujours donné. Je t'ai aimé, je t'aime plus fort et je t'aimerai *advitam eternam*.

Marie Suzanne,
Si tu n'avais pas existé, le Tout-Puissant t'aurait créé pour combler mon manque. Parce que la Grande école de Poto-Poto et son environnement qui ont laissé planer un doute sur ton avenir avaient vite résolu tes parents à l'orienter vers le village, avec sa morale et ses normes encore bien rigides. Tu débarquais à Oyo, en octobre 1971, dans ce bled aux allures d'un camp privilégié pour vacanciers en quête de tranquillité et de méditation, tellement à cet endroit, la nature si luxuriante se prêtait à la réflexion et aux bonnes études. Ici, la réputation de l'École de Sainte-Radegonde n'est pas éteinte. Après Boundji, cette grande école catholique, on le sait, a vu sortir plusieurs cadres du pays avant l'indépendance. Il faut dire que le collège est encore en gestation, bâti en contre-plaqué, avec des poteaux en rôniers et un contenu pourtant de bonne qualité.

Marie Suzanne,
Tu arrivais innocemment de Brazza et Oyo allait être notre porte de convergence, notre lieu de rencontre et de bénédiction. Tu avais gardé la lucidité d'une adolescente hors du commun, presque déjà mature à la fin de ta première année en brousse. Très tôt, tu as su repousser les velléités et pulsions des prédateurs: enseignants; infirmiers et autres petits fonctionnaires qui bourdonnaient comme des abeilles autour de toi. Je deviendrai l'heureux élu, mais à une seule condition, disais-tu, de faire montre de patience, pour te préserver des gestations précoces

observées chez la plupart de tes congénères. Quand je monte à Brazzaville, au Lycée Pierre Savorgnan de Brazza, mon frère et ami Dominique doit veiller au grain sur toi comme la prunelle de ses yeux, pour te permettre de poursuivre ta marche dans ce petit collège très typé et enrichi par une auréole qui dépassait les bornes de cette coquette ville nouvelle. A Oyo, tu as appris à jouer au hand-ball dont les équipes en version hommes et femmes faisaient la fierté de tous, dans la région de la Cuvette.

Après le collège d'Oyo, celui de Boundji va marquer une étape finale de ton brillant parcours et, malgré les tracasseries en tous genres, tu as su tenir le cap jusqu'au bout, en décrochant avec éloquence, un brevet (B.e.m.g) des plus sélectifs dans le pays, cette année-là. S'ouvrait, alors, pour toi, les portes du Lycée de la Révolution, à Brazzaville, où, parmi les collègues, se distinguaient le brillant docteur Assounga, le professeur Prosper Bouya et autres, où tu avais toujours une place au tableau d'honneur.

Ensuite, le Lycée Lumumba t'accueille, parce que Révolution n'a pas ouvert des classes terminales. Tu étais matheuse, adepte de chimie et de biologie, avec Messieurs Ngatsé-Obala et Ngoyo Adouma comme professeurs de renommée dans les lycées, à cette époque. Tu avais surtout l'ambition affirmée de faire des études de médecine. Le bac en poche cette année 1978, le chemin de l'I.n.s.s.a, pour les études supérieures de santé, sera fermé avec regret, pour une orientation, d'abord en Pologne, puis à la Faculté de sciences. Cette année-là, la vie de couple avait pris le dessus, en attendant l'arrivée de notre premier enfant, notre fille Rosa.

Mais, comme un naturel qui t'a poursuivi, car tu étais la principale conseillère de tes deux mamans vendeuses de poissons au marché, tu avais ainsi décidé de te réinscrire à la Faculté de sciences économiques où, quelques années après, tu as passé avec succès la licence en sciences économiques, avec des collègues de promotion qui ont toujours apprécié ton mérite, comme Gilbert Ondongo, Blandine Okoko, Honoré Yandoma.

En France où nous sommes rejoints, tu as réalisé un parcours élogieux, ramenant dans ton escarcelle, des diplômes de haut



niveau: maîtrise en sciences économiques à l'Université de Créteil; D.e.a en sciences économiques à Paris II; diplôme d'études supérieures en gestion à l'Edep, actuellement cotée comme une des écoles prestigieuses de gestion en France. Rentrés tous à Brazzaville, après une moisson fructueuse en France, Madame Ollessongo a commencé sa carrière de fonctionnaire au Ministère du plan et de l'économie, avant de porter son dévolu vers la Direction générale des douanes où elle a achevé sa carrière avec le grade d'inspecteur principal. Tous ceux et toutes celles qui l'ont côtoyée dans les bureaux du Beach et de Maya-Maya sauront apprécier, mieux que moi, la pertinence de tes qualités professionnelles et intellectuelles. Très remarquée au cours de la formation à l'école de Bruxelles d'où elle sort major de sa promotion et un séminaire à Neuilly, en France, Mme Ollessongo sera sélectionnée comme experte pour représenter le Congo au Bureau régional de l'O.m.d pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Mme Ollessongo a dû interrompre une carrière bien remplie pour assurer le suivi de la scolarité de ses enfants et surtout accompagner, dans les domaines variés de l'économie, son très cher époux nommé successivement ambassadeur au Sénégal, au Maroc, au Cameroun et au Tchad où elle n'aura séjourné que quelques semaines.

En fin de compte, pour mieux cerner la personnalité de cette grande dame qui vient de nous quitter, je voudrais dire simplement que si j'ai eu l'exégèse sur la pointe de ma lance ancestrale, elle a eu la

science infuse et le calcul mental au bout des ongles. Marie Suzanne aura laissé le souvenir d'une femme conviviale, facile à vivre, aussi bien dans sa famille qu'au près de ses amies: -celles d'enfance comme Assitou Doucouré, Clarisse Addas, Madeleine Kiba, Catherine Péya Catho, Marceline Mbochi, Suzanne Yoka, sa soeur Béatrice Ebaka, Martine Kouori, j'en oublie...; -ses amies de tous les temps et instants qu'elle a toujours considérées comme ses sœurs: Bernadette Nianga (Detty), Mmes Firmine Okongo, Ida Ngakala, Jacqueline Ngatsongo, Ondélé, Marie Yvette Akiéra, Marie Ongagna, Monique Mboulou, Brigitte Bobongo Oba, Marie Odile Ngakala, Romane Buya, la liste n'est pas exhaustive.

Marie Suzanne,
Tu nous quittes ce lundi 1er mai 2023, en laissant derrière toi un vide abyssal, une œuvre au goût d'inachevé pour ta famille. De toi, nous gardons à jamais, dans nos cœurs, le souvenir d'un exemple d'humilité et de solidarité. Puisse ta mémoire servir de référentiel à ton entourage, ta famille et aux cinq enfants et leurs progénitures.

Merci à tous, parents amis et connaissances pour l'assistance multiforme et le partage dans cette profonde douleur!

Dieu a donné, Dieu a repris, accompagnons l'âme de Marie Suzanne dans la pure tradition d'amour et de paix en Christ.

Merci pour l'attention.

Valentin OLLESSONGO
Ton cher époux, inconsolable, présent peut-être encore quelques temps seulement sur cette terre des hommes.

A Madame Olless

Maria Suzanna
Tu nous es venue.
Tu nous es venue comme l'aurore
Au crépuscule, un matin de Noël à Oyo
Et tu t'es couchée jour après jour à Tours
Comme soleil au soir,
Jetant ses avatars sur le bord de mer.
Tu nous es venue comme l'éclair
De la rive droite du majestueux Congo,
Traversant plaines et rivières amères
Un jour d'orage.
Tu nous es venue et tu es repartie
Après avoir franchi le boulevard du premier regard
Douce Alima
Qui sommeille d'un silence de mort
Jusqu'à la bouche du grand lac.

Maria

Tu avais dit oui un soir de saison sèche,
Avec la moue d'une enfant, la main sur le cœur.
Tu avais dit oui pour épouser ma rivière
Esplanade de nos premières vexations.
Tu avais dit oui,
Pour suivre son cours gigogne et les eaux libres
Vers sol de tes ancêtres.
Tu avais dit oui au milieu d'une clairière
Et je ne voyais plus de barrière.
Tu avais dit oui
Et je ne voyais plus cette pluie divine
Arroser Konda, source de tes origines.
Je ne voyais plus,
Je ne voyais plus
Le grand baobab du bord du lac éternel,
Mais je te voyais plutôt reine de l'au-delà,
Sirène du fleuve dans l'âme
Ramant sur les planches de nos conquérants
Je te voyais silure dans les eaux bouillonnantes
Suivant le courant irréversible
Jusqu'à la bouche du grand Pool.

Maria

Maria, si tu m'écoutes encore
Je veux t'honorer parce que tu es signora.
Si tu chantes encore le crédo,
Je veux t'élever parce que tu es lumière
Je veux t'aduler parce que tu es la boussole
Oui,
Boussole qui montre ma voie
Tu es ange pour porter ma voix.
Je te conduirai plus libre et plus forte
Jusqu'au firmament près des sept étoiles
Dans le dernier cercle de notre exil pénitencier,
Nous chanterons ta gloire.
Ensemble,
Nous affronterons les eaux glaciales de la Loire
Lieu sacré de ta dernière élévation.
Ensemble comme deux tourteraux
Dans les méandres de Bretonneau
Nous regagnerons Poto-poto qui t'a vu naitre
Avec la flamme des feux de Brazza de tes maîtres.

Valentin OLLESSONGO.

Journée mondiale de la liberté de la presse

L'U.p.p.c appelle le C.s.l.c à plus de responsabilité

Après la journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai dernier, dont la célébration à Brazzaville, par le C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication) a connu des avatars, d'abord reportée au jeudi 4 mai, «pour cause de calendrier gouvernemental», suivant le communiqué publié le mardi 2 mai soir, puis carrément annulée, alors que des personnalités invitées, n'étant pas au courant de l'annulation, se sont rendues au Mémorial Pierre Savorgnan De Brazza, où la célébration devait avoir lieu, l'U.p.p.c et des responsables d'associations professionnelles de journalistes ont publié, mardi 9 mai, une déclaration appelant le C.s.l.c à plus de responsabilité. Ci-après, l'intégralité de la déclaration de l'U.p.p.c.

«Célébrée chaque 3 mai, la Journée mondiale de la liberté de la presse, instituée par l'Unesco, honore le travail des journalistes à travers le monde. La trentième édition, qui s'est tenue le mercredi 3 mai 2023, s'est déroulée, à Brazzaville, dans de bonnes conditions, malgré la confusion générée par le dysfonctionnement du Conseil supérieur de la liberté de la communication (C.s.l.c), qui n'a pas pris la mesure de cette manifestation symbolique pour la presse. En effet, la tentative, par le Conseil supérieur de la liberté de la communication, de vouloir glisser le calendrier pour des raisons internes à cette institution, a perturbé la communauté des journalistes congolais qui n'ont pas pu



Les responsables de l'U.p.p.c (de gauche à droite), Edouard Adzotsa, Jean-Charles Maniongui et Jean-Clotaire Hymboud.

agrémenter cette cérémonie. L'Union des professionnels de la presse du Congo (U.p.p.c) félicite le gouvernement de la République pour avoir permis, in fine, la réalisation de cette manifestation, en présence

de Monsieur Anatole Collinet Makosso, Premier ministre, chef du gouvernement. Organe d'autorégulation issu des assises de la presse congolaise, l'Union des professionnels de la presse du

Congo (U.p.p.c) interpelle le Conseil supérieur de la liberté de la communication, institution de régulation, sur les différents dysfonctionnements de son bureau qui affectent négativement la corporation et ternit l'image de l'institution. A ce jour, outre ses fonctions régaliennes de régulation, le Conseil supérieur de la liberté de communication, devrait, ensemble avec les pouvoirs publics et les associations socioprofessionnelles, se préoccuper beaucoup plus de la mise en œuvre des actes des assises de la presse congolaise tenues en octobre 2018.

L'Union des professionnels de la presse du Congo exhorte le Conseil supérieur de la liberté de communication à plus de responsabilité, en sortant des querelles de personnes et appliquer les textes qui régissent le fonctionnement de cette institution. Une institution qui nécessite une gouvernance apaisée, pour mieux servir la cause des professionnels des médias qui ont la vocation de servir une information de qualité à nos concitoyens».

Ambassade de France

François Barateau a visité les projets soutenus par le Piscca

Créé en 2015 par la fusion du F.s.d (Fonds social de développement) et du F.a.s.c.s (Fonds d'appui aux sociétés civiles du Sud), le Piscca (Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs) est un instrument financier du Ministère français des affaires étrangères, mis en œuvre par les Ambassades de France, afin de soutenir et renforcer les initiatives des sociétés civiles locales, dans leur contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations. Grâce à cet instrument, 14 associations congolaises œuvrant dans la santé, l'assainissement et les questions de développement ont bénéficié d'un soutien technique et financier, d'un montant total de 325 millions de francs Cfa, afin de poursuivre leurs projets «dits innovants». L'ambassadeur de France, François Barateau, a effectué, vendredi 28 avril 2023, une visite de terrain, de quelques projets, pour toucher du doigt le travail que mènent les associations soutenues.



François Barateau (à droite), avec Chris Mburu, représentant-résident du système des Nations unies au Congo.

François Barateau a visité le C.i.a.d (Centre d'initiative et d'action pour le développement), situé dans le 8ème arrondissement Madibou, à Brazzaville. Bénéficiaire des fonds Piscca à hauteur de 23 millions de francs Cfa, il regroupe 348 agriculteurs dont 179 femmes. Le soutien du Piscca permet de promouvoir une agriculture durable et respectueuse de l'environnement et de la santé. Au cours de sa visite, le diplomate français a échangé avec les responsables du C.i.a.d, les maraichers et les producteurs, pour comprendre les enjeux liés au changement des pratiques agricoles au Congo. Il a aussi visité la boutique de biopesticides et biofertilisants, ainsi que le centre d'appui technique, appréciant avec satisfaction les premiers résultats significatifs de ce projet.

Dirigée par le Dr Etanislav Ngodi, l'Association Avenir Nepad Congo a, quant à elle, bénéficié de 25 millions de francs Cfa du Piscca, pour son projet qui vise à améliorer la prise en charge psychologique et émotionnelle des femmes enceintes à Brazzaville et dans deux localités du Département du Pool, Kinkala et Mindouli. L'objectif étant d'assurer la prise en charge des femmes enceintes. Pour y parvenir, l'association organise des séances de formation pour le personnel de santé, en particulier les sage-femmes. Elle a institué des guichets d'écoute et de conseils ainsi que des groupes de parole, pour les femmes concernées par le projet.

A l'Hôpital spécialisé mère-enfant Blanche Gomès, où le guichet de prise en charge émotionnelle et psychologique des femmes enceintes est déjà opérationnel, François Barateau a échangé avec les responsables de l'association, les représentants de l'hôpital et les professionnels de santé, pour comprendre les difficultés rencontrées par les femmes enceintes et constaté les principales avancées du projet. Au terme du projet, c'est plus de 4.000 femmes et jeunes filles enceintes devraient avoir bénéficié d'un suivi émotionnel et psychologique renforcé à Brazzaville et dans le Département du Pool. Autant dire qu'avec le Piscca, le gouvernement français dispose d'un mécanisme pertinent pour l'accompagnement des sociétés civiles locales, dans la réalisation de leurs projets d'intérêt général. Pourvu d'éviter l'effet goutte d'eau dans la mer.

Narcisse MAVOUNGOU

Médias

Un atelier de formation au profit des journalistes économiques

Dans le souci d'outiller les journalistes économiques en République du Congo, il s'est tenu, du 10 au 12 mai 2023, à Brazzaville, un atelier de renforcement des capacités à leur profit, au moment où le gouvernement s'active à mettre en œuvre le P.n.d 2022-2026 (Plan national de développement). Organisé par la représentation de la Banque mondiale, en partenariat avec le Club économique de la presse congolaise que dirige notre confrère Laudes Martial Mbon, cet atelier visait à renforcer les capacités des journalistes, dans leur travail d'informer le public, est indispensable, afin d'expliquer les concepts économiques aux citoyens et de susciter des débats autour des problématiques sociétales et étatiques.

L'atelier organisé par la Banque mondiale en partenariat avec le Club économique de la presse congolaise, une association créée en octobre 2021, a regroupé une dizaine de journalistes locaux et de correspondants de presse. C'est un moment de partage d'expériences et d'apprentissage. «C'est une évidence, aujourd'hui que l'économie est un secteur transversal de la vie sociale probante, et qu'à défaut d'être le développement, elle est une condition sine qua non de son avenir. Au moment où nos autorités s'activent à mettre en place le PND 2022-2026, il est important d'impliquer les Congolais dans l'animation de la vie économique», a déclaré Laude Martial Mbon, dans son mot de circonstance à l'ouverture de l'atelier. S'expliquant par la nécessité d'avoir des journalistes



Une vue partielle des journalistes.

spécialisés dans le domaine économique, Mme Korotoumo Ouattara, représentante de la Banque mondiale, a indiqué que cet engagement découlait du constat que l'information politique domine le paysage médiatique non seulement au Congo mais aussi dans l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest et du centre. «L'information économique est inexistante. Celle qui existe est d'accès

restreint et celle qui est accessible n'est pas de bonne qualité», a-t-elle précisé. «Cette situation est préoccupante à plus d'un titre, puisqu'elle porte préjudice au droit des citoyens à une information de qualité, mais aussi et surtout, parce qu'elle remet en cause le rôle catalyseur que devraient jouer les médias dans le développement du pays, en nourrissant la société d'une information

fiable et celle qui est utile pour l'éducation de la communauté», a-t-elle poursuivi. Ouvrant les travaux de cet atelier, le ministre de la communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougalla, a rappelé que des journalistes économiques dans certains pays ont perdu la vie pas seulement de manière naturelle, tout simplement parce qu'ils ont exercé leur métier. Après avoir rappelé l'importance de la liberté de la presse pour laquelle des journalistes risquent leur vie, il a évoqué la place qu'occupe le journaliste dans la société vis-à-vis du citoyen. «Cet atelier pour le gouvernement revêt une importance capitale parce que l'économie est une matière très complexe. Il faudrait que cet atelier vous permette d'acquérir l'élément principal, celui de rendre lisible, digeste le concept que vous manipulez au quotidien, des plus brillants de la chose économique de votre génération», a-t-il affirmé. Aussi, a-t-il dit, cette formation participe de la formation et de la spécialisation.

Achille TCHIKABAKA

Lamentations de mère «Brazzaville-la-verte»

Mes très chers citadines et citadins, Brazzavilloises et Brazzavillois, laissez-moi profiter de ce début de saison sèche, pour me plaindre de votre comportement irrespectueux et irresponsable envers moi, votre mère. Souffrez que je vous rappelle mon histoire.

Moi, Brazzaville-la-verte, votre mère, j'ai été fondée le 3 octobre en 1880, par Pierre Savorgnan de Brazza. Je n'étais qu'un terrain sablonneux, très perméable à propos duquel Charles de Chavannes, son compagnon et secrétaire particulier, avait écrit: «Les cases sortent de terre peu-à-peu, simples paillettes au toit de chaume grossier; les parois sont faites de branchages entrelacés. Avec le bois provenant de la démolition des caisses, j'établis les premiers moules à briques. De jeune bois d'oukoumé serviront à édifier la charpente (de ma case) et l'immense toit sera fait de chaume épais; les nervures et les feuilles de palme de raphia (qu'il faut aller quérir très loin), serviront à en former les parois, avec une certaine élégance, le sol sera dallé de briques cuites jointoyées avec de l'argile. Voilà l'humble début de Brazzaville».

Plus tard, entre 1888 et 1911, je me construisis en trois quartiers qui se superposaient en marches d'escaliers: «Le Plateau», quartier administratif où l'on trouvait le Palais du gouverneur, le Palais de justice, la prison, le marché couvert, les bureaux des douanes, le camp militaire «Tchad», la Cathédrale Sacré-Cœur, etc; «La Plaine», quartier commerçant, et «M'Pila», quartier industriel et commerçant.

Au Nord et au Sud de ces trois quartiers séparés respectivement par les ruisseaux de la M'Foa et de La Glacière, furent construits deux quartiers dits indigènes: Poto-Poto et Bacongo. Entre ces quartiers, la brousse s'insinuait en terrains vagues qui, plus tard, cédaient la place à des parterres de fleurs.

En 1936, avec l'arrivée du gouverneur général Reste, je connus un boom économique et social, et mon embellissement. En effet, de nouveaux immeubles tels que l'actuel Palais de justice, le Trésor public (l'actuel Conseil économique, social et environnemental), l'ancien hôpital général, l'Église Saint-François d'Assise, etc, furent construits.

Le gouverneur général Reste, l'un de mes bâtisseurs, affirmait: «À Brazzaville, j'ai voulu des jardins et des parcs, des pelouses, des tapis de gazon, des corbeilles de fleurs, donnant à cette ville une élégance toute moderne, une impression d'accueillante fraîcheur et de santé... Brazzaville est aujourd'hui une sym-

phonie puissante et douce: des palmiers, des acacias, des eucalyptus, des cocotiers, des fromagers monstrueux, des flamboyants... Des allées nombreuses et sur le pourtour du plateau Bacongo, cette promenade des rapides; dominant le fleuve et qu'enverraient bien des capitales... Brazzaville avait toute la grâce de la nature et tout l'art de ses urbanistes... Brazzaville est appelée à jouer un rôle de premier plan. Elle doit devenir davantage encore dans l'avenir une des grandes métropoles du continent noir... Elle se doit d'être un foyer spirituel, un centre d'études où viendront se former, dans l'esprit français, ces forces nouvelles qui feront l'Afrique de demain...

La tâche lui incombe -elle l'a déjà noblement assumé dans le passé- de présider à l'épanouissement de notre culture toute d'humanité, de justice et de fraternité: elle doit être un phare qui éclaire et qui vivifie...».

J'aurai ainsi abrité le Centre d'enseignement supérieur de Brazzaville, le Grand-séminaire Libermann, l'École normale supérieure de l'Afrique centrale, l'Hôpital général de l'A.e.f, etc. J'ai été la capitale de la France-Libre, pendant la Seconde guerre mondiale; j'ai abrité aussi, en 1965, les Premiers jeux africains et en 1996, le Fespam, etc. Comme l'affirmait André Davesne, «je ressemblai, malgré mon titre de chef-lieu, davantage à un grand et coquet village qu'à une ville moderne. Très peu de ces mornes rues où des maisons revêches s'alignaient coude à coude; par contre de belles et larges avenues bordées de jardins dans lesquels les habitations se dissimulaient».

En tout cas, je fus un immense parc, d'où mon sobriquet «Brazzaville-la-verte»: «Partout des pelouses de «paspallum», ce tenace chiendent qui résiste à des mois de sécheresse; des pergolas qu'escaladaient des plantes grimpantes; des arbres magnifiques: palmiers aux élégants panaches, manguiers couverts de fruits qui pendillaient au bout de longs pédoncules, arbres de fer aux voûtes harmonieuses d'où tombaient de lourdes grappes violettes qui ressemblaient à la glycine, acacias de toutes espèces au feuillage dentelé délicat et mobile, et surtout flamboyants qui semaient la splendeur pourpre de leurs bouquets». L'on entendait aussi les oiseaux chanter à la lisière de la forêt de la



Par Dieudonné Antoine-Ganga..

le matin, les bacchantes et les vendeurs de fripes et d'autres pacotilles; tous mes marchés (Total, Moungali, Ouenzé, Poto-Poto...) débordent dans les rues et avenues avoisinantes, où il devient impossible de marcher et de circuler à moto, à vélo ou en voiture. Un véritable parcours de combattant! Les bars dancings et les buvettes, comme Faignond, Lumi-Congo (Macedo), Super-Jazz, Bouya, Elysée-Bar, Pigalle, Chez Tahiti, la Casa Antica, Jardin du Congo (Chez Mouyembé), etc, dont les haut-parleurs

poubelles débordantes et puantes» où vous semblez vous complaire de cohabiter avec les souris, les cafards, les crapauds, les mouches et les moustiques, où les vendeurs aux marchés vendent des denrées alimentaires à même le sol et dans la boue, où l'eau potable coule rarement des robinets, où le délestage et les coupures d'électricité sont légion, où la misère et la pauvreté galopent à une allure vertigineuse, où les malades croulent sous le poids des ordonnances dans les dispensaires, les cliniques



Les engins de la Société Averde en pleine action de ramassage d'ordures.

Patte d'Oie et du bois de la Glacière. Tout cela nous berçait, vous et moi. Malheureusement, aujourd'hui, il m'a été donné de constater avec amertume que je ne cessais de perdre mon charme d'antan. La forêt de la Patte d'Oie et le bois de la Glacière ont été détruits. Je suis devenue, en effet, une vieille ville ridée et éclopée où tous mes citadins marchent ou roulent clopin-clopant, dans des avenues et rues cahoteuses, ensablées, jonchées de nids de poules et de gros trous béants, inondées de mares d'eau après chaque pluie; une cité où certaines de mes rues et avenues ont été transformées en dépotoirs, en carrosseries de «voitures potagers» voire même en cimetières des épaves et autres carcasses de voitures dont dégoulinent en permanence les huiles crasseuses des moteurs rouillés; une cité où encore d'autres rues sont des impasses sans issue, des niches des chiens errants, affamés et chétifs. Le Stade Éboué, jadis temple de football où mes équipes, A.s Bantous, A.s Lorraine, Cara, Diables-Noirs, Étoile du Congo, Lumière de Bacongo, Nancy-Kahunga de Bacongo, Patronage, Racing Mobebisi, se livraient à des joutes sportives, est devenu un terrain vague; le Stade Marchand, un dépôt d'une entreprise chinoise de construction, mes trottoirs, des «ngandas» que prennent d'assaut, très tôt

diffusaient des décibels dans mes banlieues ont disparu de la circulation; les salles de cinéma A.b.c, Ebina, Le Paris, Le Vog, Lux, Rex, Rio, Star et Vox, ont, elles aussi, disparu. Elles ont été transformées soit en super-marchés chinois, soit en temples des églises dites de réveil. Quant aux bibliothèques, elles sont quasi inexistantes dans ma cité. J'ai peur qu'à cette allure, vous et vos enfants ne sombriez dans l'obscurantisme. Mes bâtiments et autres immeubles, comme les immeuble fédéraux, les bâtiments administratifs, le Lycée Savorgnan de Brazza où ont été formés beaucoup de cadres, l'église Saint-Pierre Claver, etc, sont soit d'une propreté douteuse soit défraîchis. Les cimetières du centre-ville, de la Tsiémé, d'Itatolo et de Moukounzi Ngouaka sont envahis d'herbes luxuriantes au point d'être des repaires des bandits, des amoureux ou des amants en manque d'hôtel, de fumeurs de chanvre, de nids de guêpes et de serpents venimeux. Bref, avec l'extension dont je suis l'objet depuis quelques années dans des banlieues aux terrains sablonneux, marécageux, propices aux érosions, au principe de «Tout pour le peuple», je ne suis plus «Brazzaville-la-verte» où il faisait frais et bon vivre, où les matinées étaient délicieuses. Je suis devenue «Brazzaville aux herbes, aux matitis et aux

de fortune et les hôpitaux, incapables de vous prodiguer des soins adéquats et de vous fournir gratuitement de l'aspirine. L'on y respire aussi de l'air malsain et pollué. L'on n'y aperçoit plus «l'adorable lumière, jeune et gaie, qui se jouait sur les pelouses d'un vert cru, entre les feuilles légères des mimosées et qui projetait sur le sol de mouvantes tâches de soleil». Les arbres de fer aux fleurs violettes et les flamboyants aux fleurs de rouge écarlate qui bordaient respectivement à Bacongo, les avenues De Brazza et Simon Kimbangu et dont l'ombre profitait aux piétons, ont été simplement abattus par des maires zélés pour des raisons de sécurité (sic). Et ce au nom de la politique politicienne. «Quand la politique empêche l'administration de fonctionner, le pays stagne» vous avait pourtant prévenus, il y a belle lurette, le Président Alphonse Massamba-Débat! D'autre part, mon histoire commence à être tronquée. Par exemple, l'une des parties du Square De Gaulle est appelée, depuis quelques années, «la Place du Rotary». Je me demande pourquoi. En tout cas, mes points de repère, mes land marks n'existent plus. Mon histoire est presque effacée. Quant à ma corniche où vous déambuliez soit en amoureux soit pour faire du sport, soit encore pour admirer chaque soir, les couchers de soleil ensanglantant

l'horizon, elle a été reconstruite. Tant mieux! Malheureusement, au moment où je vous écris, et à en croire l'Ambassadeur de la France au Congo, «la seconde partie de ma corniche sud, qui doit déboucher sur Kinkala, chef-lieu du département du Pool, ne seront pas exécutés maintenant parce que les travaux sont gigantesques». (Sic).

Enfin, nul n'est besoin de rappeler que les hommes, comme vous mes citadins d'ailleurs, dans leur immense majorité, ont un extrême besoin de paix. Mais amèrement, j'ai constaté que dans la violence aveugle, les guerres et la haine ont fauché et détruit la vie de vous mes citadins en général et de ce que j'ai de plus cher, les enfants. Vous les avez transformés en enfants de la rue, en mendiants, en diplômés sans emploi, en enfants à l'avenir incertain, en petites brutes arrogantes, en «bébés noirs», en «américains», en «arabes», en «koulounas» ou encore en tristes zombies mutilés, craintifs, apeurés, hébétés par votre imbécile folie des adultes; tels sont aujourd'hui malheureusement, bien des enfants jetés sur les routes du désespoir dans ma cité.

Quelle barbare civilisation naîtra de ces êtres blessés, parfois bourreaux, mais tous victimes, me demandé-je? Mes victimes, vos victimes, nos victimes! Par indolence, égoïsme et manque de confiance, vous laissez se développer une culture de haine et de violence où l'alcool, la force, la machette et le fusil remplacent l'éducation, le dialogue, la tolérance, l'amour et le respect de l'autre. Vous feignez d'oublier que cet enfant est votre semblable, votre alter ego, quelles que soient sa faiblesse, son ethnique, sa tribu, ses idées, sa religion.

À cette allure, j'ai peur de disparaître avec vous, d'être rayée complètement de la carte. C'est pourquoi je lance un appel solennel aux artistes de faire preuve d'initiative, d'astuce et de créer de la beauté. Moi Brazzaville-la-verte, j'ai un site exceptionnel. N'y a-t-il pas, parmi vous mes citadins, des architectes, des entrepreneurs, des bâtisseurs, des musiciens qui pourraient s'enthousiasmer pour le projet?

J'ai le cœur on ne peut plus triste. Refaites de moi, je vous en supplie, «Brazzaville-la-verte», «une cité toujours claire, plus lumineuse, plus riche de pensée, symbole de l'éveil», symbole de la paix de tout le peuple congolais, une cité radieuse, propre et salubre; une cité sereine et fière d'afficher toujours la vieille devise de ma municipalité: «Ceux qui le touchent sont libres». Votre mère, Brazzaville-la-verte!

Dieudonné ANTOINE-GANGA.

Dieudonné Antoine-Ganga, ancien ambassadeur du Congo à l'O.u.a

«Il faut revenir aux fondamentaux du festival, afin de vendre la destination Congo»

«Brazzaville bruit de musique. Celle-ci est partout dans la ville, les buvettes, les ngandas, les bars à ciel ouvert, les salles de spectacles. Elle déferle sur la rue et inonde les églises, toutes obédiences confondues», écrivait Mfumu Fylla, journaliste, enseignant-chercheur, musicologue et écrivain, d'heureuse mémoire. C'est dans cette optique qu'il faut inscrire la détermination de Dieudonné Antoine-Ganga, alors ambassadeur du Congo auprès de l'O.u.a (Organisation de l'unité africaine), devenue Union africaine, à Addis-Abeba (Ethiopie), pour obtenir, en 1993, l'organisation du Fespam (Festival panafricain de musique) en faveur du Congo, devant deux concurrents, la RD Congo et Madagascar. L'ancien diplomate et ancien ministre des affaires étrangères, aujourd'hui retraité, se souvient encore des arguments diplomatiques utilisés, pour faire gagner son pays. Après sept ans d'une bien regrettable absence, le Fespam relève la tête cette année, au Congo, avec la tenue de sa 11ème édition. Dans l'interview qu'il nous a accordée, Dieudonné Antoine-Ganga, l'homme par qui le Congo a obtenu l'organisation du Fespam, appelle le gouvernement à replacer cette institution dans sa philosophie originelle, telle que conçue par l'O.u.a.

*** Excellence, vous aviez négocié à l'époque, en usant des arguments diplomatiques solides pour que le Congo obtienne l'organisation du Fespam, en vous souvenant qu'à Brazzaville, il y a toujours un bruit de musique. Dites-nous comment avez-vous fait, alors que la RD Congo et Madagascar voulaient également abriter le prestigieux événement culturel?**

** Merci monsieur le journaliste! L'O.u.a (Organisation de l'unité africaine), aujourd'hui U.a (Union africaine), cherchait, à l'époque, un pays qui devait abriter le Fespam, un événement culturel qui devait être un rassemblement, une occasion de se retrouver, un festival dont l'objet était de

jouer un rôle séminal, celui de rallier tous les Africains, diaspora y comprise, et contribuer à l'ensemencement d'un champ de solidarité et d'unité au niveau du continent. Car, si la musique est source de vie, elle peut être aussi source de paix. Le Fespam se veut être l'antithèse de tous les génocides, conflits, exclusions et discordes. Nous étions effectivement trois pays à vouloir organiser le festival.

*** Lesquels?**

** La République Démocratique du Congo, la République de Madagascar et la République du Congo. J'avais en face de moi, deux grands concurrents. Il a fallu user de tous les arguments diplomatiques possibles, pour obtenir

l'organisation du Fespam. Nous l'avons obtenue, grâce à l'appui du Président de la République, Pascal Lissouba, du Premier ministre chef du gouvernement, Jacques Joachim Yhomby-Opango, et du ministre d'Etat Maurice Stéphane Bongo-Nouarra, ministre de la culture. Ils m'ont appuyé dans cette démarche et dans ce combat diplomatique. Quand je l'ai obtenu, je suis venu à Brazzaville, pour informer les plus hautes autorités nationales, de ce que l'O.u.a avait attribué l'organisation du Fespam à la République du Congo. Je leur ai parlé de son intérêt, de ce que le pays allait gagner à travers cet événement culturel. Aussitôt en 1996, nous avons organisé la première



Dieudonné Antoine-Ganga, l'homme par qui le Congo a obtenu l'organisation du Fespam, auprès de l'Union africaine.

édition.

*** Quels sont les termes ou la philosophie consacrés à l'organisation dudit festival? Cela s'arrêterait-il seulement à la danse ou bien d'autres opportunités pouvaient être scrutées par le pays organisateur?**

** Justement, c'est ça le malheur. La philosophie a été déformée par les gestionnaires du Fespam. En principe, ce festival devrait s'inspirer du Fespaco (Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou). Son fonctionnement serait le même. Les artistes devraient venir non pas en leur payant

les billets. Ils devraient s'inscrire, les dirigeants du festival leur trouvant des chambres d'hôtel à moindre coût, pour qu'ils se produisent au festival. Les artistes des pays africains et ceux de la diaspora viendraient chanter, danser, écouter la musique, en mettant en valeur leurs talents. Des prix seraient décernés aux meilleurs. Malheureusement, le Fespam s'est transformé en une œuvre de Mère Thérèse, en faisant venir des artistes qui, au finish, reçoivent des cachets. Cette façon de faire n'a rien apporté au pays. Or, si la philosophie de départ

était suivie, les touristes allaient aussi venir et laisser 100 francs Cfa, pour avoir acheté un souvenir, etc. Vous voyez ce que ça peut rapporter au pays?

C'est pourquoi il faut revenir aux fondamentaux du festival, afin de vendre la destination Congo. Identifier les restaurants et les transporteurs, donc restaurants Fespam où à moindre frais, les artistes peuvent déguster les menus locaux, les hôtes seraient pleins et on parlerait beaucoup de la destination Congo, l'année où le festival se tient.

*** Dans la négociation du projet, comment l'O.u.a, l'initiatrice du projet, pensait accompagner le pays organisateur dans la rémunération des artistes?**

** Dans les négociations, tous ces problèmes étaient vus. Une partie du cachet devrait être octroyée par l'O.u.a, puisqu'elle participe au budget du festival. Après, qu'est-ce qui s'est passé et comment les gens ont fait pour que le budget puisse atteindre 3 milliards au lieu de trois milliards de recettes?

*** Une dernière préoccupation?**

** Je fais miennes les paroles de l'ambassadeur Pascal Gayama, lors de la 3ème édition: «Il ne sera pas juste de voir dans ce rassemblement, une simple occasion de se divertir. Il ne s'agit pas de distiller, ici, un nouvel opium du peuple. L'objet de ce festival est de jouer un rôle séminal: celui de rallier les Africains entre eux, diaspora y comprise».

Propos recueillis par
Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

Musique

Fally Ipupa au défi de mobiliser ses warriors du Congo-Brazzaville

Fally Ipupa livre un concert en live, samedi 27 mai 2023, au Stade Alphonse Massamba-Débat de Brazzaville, d'une capacité de 35 mille places. C'est l'artiste lui-même qui avait donné cette information depuis le mois de mars dernier. Le billet grand public est fixé à 2.000 F Cfa la place, alors que la place V.i.p revient à 50.000 F Cfa. A l'approche de cet événement, la polémique s'est enflée dans les réseaux sociaux chez les mélomanes brazzavillois, qui considèrent ce concert d'un artiste de la rive gauche, comme un pied de nez aux artistes de la rive droite du Fleuve Congo. Ce faisant, la coqueluche de la nouvelle vague de la musique congolaise, Roga-Roga, qui était samedi 13 mai à Sibiti, pour le lancement de la campagne de promotion du Fespam, est pressé de réaliser un tel événement.

L'expérience n'est pas nouvelle pour Fally Ipupa qui a fait ses preuves dans les grandes enceintes en Europe, en Afrique et ailleurs. Malgré ses preuves, son concert du Stade Alphonse Massamba-Débat suscite des controverses chez certains Brazzavillois. Voilà un nouveau défi à relever pour l'artiste de la RD Congo. Fally Ipupa sera-t-il capable de faire le plein du Stade Alphonse Massamba-Débat, comme il l'a fait le 29 octobre dernier, avec le Stade des Martyrs de Kinshasa? Certains pensent que le stade sera en grande partie rempli avec des «ses warriors» (mélomanes)



venus de Kinshasa. Une page media Facebook, Konongo Tv, a indiqué samedi 6 mai dernier qu'«une chose est sûre, le Stade Massamba-Débat n'est pas le Stade des Martyrs». L'artiste est obligé de réveiller ses mélomanes de la rive droite. «Si les warriors de Kinshasa ne traversent pas le fleuve pour soutenir leur idole, ce serait catastrophique pour celui qu'on a surnommé Aigle. Pour conclure, Konongo Tv souligne qu'il n'y a pas un public plus capricieux que le public du Congo-Brazzaville. C'est déplorabile, parce qu'il donne l'impression d'un public qui n'aime pas le monde culturel. Surtout que le secteur culturel est par terre, depuis la fameuse pandémie de covid-19. Il se réveille petit-à-petit. Mais, le défi que Fally Ipupa a lancé est un grand test. Depuis que Fally Ipupa a réussi son examen de passage au Stade des Martyrs, Roga-Roga est

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
Site Internet: www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation
 108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :
 Hervé EKIRONO
Rédacteur en Chef :
 Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Secrétaire de rédaction : Clotaire DIABOUA
Siège de la Rédaction : Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
 Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71
Mise en pages : Tornade

sollicité à plusieurs reprises par les mélomanes, pour faire le sien au Stade Alphonse Massamba-Débat. Certains «niosologues» ont manifesté leur pessimisme, en s'appuyant sur l'aspect démographique. Or, ce genre de défis ne se jouent pas sur le nombre, mais à travers des stratégies et la capacité d'attirer les mélomanes. Donc, il faut un grand travail de promotion. Il faut des sponsors capables de propulser

l'artiste à un niveau de popularité qui puisse lui permettre de livrer des concerts grand-public. Le talent et la réussite de l'artiste ne suffisent pas. Il faut des promoteurs qui aiment aussi relever de grands défis. Pour l'instant, voyons voir comment Fally Ipupa va mobiliser ses warriors du Congo-Brazzaville.

Loïck MFUMU
LOUBASSA MOSSIPY

Fespam (Festival panafricain de musique)

La campagne de promotion de la 11^{ème} édition lancée à Sibiti par le Premier ministre

Comme annoncé cette semaine, le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a procédé, samedi 13 mai 2023, en début de soirée, à l'esplanade de l'Hôtel de ville de Sibiti, chef-lieu du Département de la Lékoumou, au lancement de la campagne de promotion, au niveau national, de la 11^{ème} édition du Fespam (Festival panafricain de musique), qui va se tenir du 15 au 22 juillet prochain, à Brazzaville. La cérémonie, haute en couleurs, s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités, dont la ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, Mme Lydie Pongault, les ministres Thierry Mougalla et Jean-Luc Mouthou, la représentante de l'Unesco, Mme Fatoumata Barry Maréga, le commissaire général du Fespam, Hugues Gervais Ondaïe, des parlementaires, des membres du cabinet de la Présidence de la République et de la Primature, les autorités civiles et militaires locales, les notabilités traditionnelles, etc.

Cinq allocutions ont été prononcées à la cérémonie de lancement de la campagne de promotion de la 11^{ème} édition du Fespam. Il y a eu tout d'abord le mot de bienvenue du président du conseil municipal, maire de Sibiti, Mbou Sambala. Il a exprimé la joie des populations des dix quartiers de Sibiti à l'accueil de cet événement culturel et a rendu «un vibrant hommage» au Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, «citoyen d'honneur de la ville de Sibiti, grand visionnaire de la politique de développement local, de la démocratie parti-



La tribune officielle pendant la cérémonie de lancement.

sique est un outil qui participe, de façon significative, à l'unité des peuples à travers le monde. C'est dans ce contexte que s'inscrit le Fespam, en ce qu'il fait la part belle au concert des Nations africaines, à travers la musique», a-t-elle ajouté. Dans son mot de lancement, le Premier ministre Collinet Makosso a félicité la ministre en charge de la culture et le commissariat



Le public était au rendez-vous.



Le Premier ministre Collinet Makosso (troisième à partir de la gauche), après le lancement.

cipative et grand artisan de la paix...».

La préfète du Département de la Lékoumou, Mme Micheline Nguassini, qui a exprimé la même gratitude au Chef de l'Etat et au Premier ministre chef du gouvernement, a indiqué que «c'est pour les habitants du Département de la Lékoumou, un grand honneur, une légitime joie et une réelle fierté pour le choix porté sur Sibiti, de faire d'elle pendant 24 heures, la capitale de la musique panafricaine, à laquelle nous sommes liés par la force indestructible des attaches du sang, de la culture et du souvenir».

Le commissaire général du Fespam, Hugues Gervais Ondaïe, a rappelé qu'après une longue période d'éclipse, «nous voici de nouveau rassemblés ici à Sibiti, pour magnifier la rum-



La population mobilisée.

ba congolaise, cet art qui favorise les relations au-delà des mots, permet d'exprimer nos besoins, nos désirs, nos plaisirs et nos inquiétudes. Bref, il marque les étapes de nos vies et contribue à notre identité collective. Œuvrant pour la promotion de la musique africaine et de sa diaspora, le Festival panafricain de musique a été réclamé par tous, en témoignent les multiples interpellations ex-

primées un peu partout, en Afrique et ailleurs».

«Son Excellence Monsieur Denis Sassou-Nguesso, Président de la République a souhaité que notre pays renoue avec ce grand rendez-vous continental, découlé du fait des difficultés que la planète a traversées», a précisé la ministre Lydie Pongault dans son allocution de circonstance. «Comme le sport, la mu-

général du Fespam, d'avoir réussi à traduire dans les faits, cette orientation du Président de la République qui tenait à ce que le Fespam soit relancé dans notre continent.

Signalons que la cérémonie était animée par les orchestres Les Bantous de la capitale, Extra-musica de Roga-Roga, Patrouilles des stars de Kevin Mbouandé, Extra Musica nouvel horizon, ainsi que des artistes comme Pape God, Excellent Mavimba, 100% Setho, Tidiane Mario, Diesel Gucci, des groupes traditionnels locaux, etc. La soirée s'est poursuivie dans cette ambiance, jusqu'à l'aube, avec jeu de lumière, à la grande joie des populations de Sibiti.

Roland KOULOUNGOU
(Envoyé spécial à Sibiti)

Musique

Le Fespam de retour cette année, après sept ans d'hibernation

Le Fespam (Festival Panafricain de musique) tient, enfin, cette année, du 15 au 22 juillet, sa 11^{ème} édition, sous le thème, «La rumba congolaise: envol de la base identitaire vers les vestiges du patrimoine de l'humanité». La dernière édition avait eu lieu en 2015. Dans ce contexte, Hugues Gervais Ondaïe, commissaire général du Fespam, et Lis Pascal Moussodji, directeur de cabinet de la ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, ont donné une conférence de presse, mercredi 10 mai 2023, dans la ville capitale, pour évoquer les préparatifs de la 11^{ème} édition du Fespam dont on parle depuis peu. Il en ressort que la campagne de promotion du Fespam au niveau national sera lancée le 13 mai, dans la ville de Sibiti, au Congo, et le 31 mai, à Paris, en France, par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso. Le budget alloué pour l'organisation du Fespam, cette année, s'élève à 2 milliards de francs Cfa, dont la moitié est consacrée à l'acquisition des instruments.



Hugues Gervais Ondaïe, Lis Pascal Moussodji et Mme Bénédicte Egnoua, chargée de la communication.

La conférence de presse de Gervais Hugues Ondaïe et Lis Pascal Moussodji s'est déroulée en présence des artistes musiciens locaux, des chroniqueurs culturels, des représentants de l'U.m.c (Union des musiciens congolais) et d'autres invités. La musique sur scène avec une entrée libre et gratuite du public a longtemps été absente dans le pays, alors que les festivals, comme le Fespam, incarnent la culture, avec le développement de la mondialisation et l'amélioration de l'économie. De nombreux mélomanes congolais ont exprimé leur enthousiasme et ont déclaré qu'ils étaient impatients de profiter du festival, après plusieurs années d'hibernation à cause de la crise économique et de la pandémie de covid-19. «Je crois qu'on va obtenir un bon matériel cette année. J'ai vu le commissaire général faire le déplacement de Paris. Ça coïncidait avec une mission de service de Madame le ministre sur place. Ils ont farfouillé partout et avec le retour que nous avons, je crois qu'on aura le meilleur matériel de la sous-région. Si on a le matériel, je ne vois pas qu'est-ce qui va manquer pour organiser des éditions», a rassuré Lis Pascal Moussodji. Celui-ci a également abordé la situation des musiciens congolais à l'ère du numérique. «Nous voulons améliorer les conditions de vie des créateurs des œuvres de l'esprit. Le musicien doit vivre de son art. Et l'outil qui est censé apporter de l'argent aux musiciens pour qu'ils vivent décemment, c'est le Bureau congolais des droits d'auteur. Un grand travail est en train d'être fait à ce niveau», a-t-il déclaré. Dans son briefing, Hugues Gervais Ondaïe a salué la relance du Fespam, tout en fustigeant le fait que celui-ci n'a pas encore un cadre juridique. «On m'a emmené au Fespam, pour y apporter des réformes. Et quand j'ai dit que le Fespam n'avait pas un cadre juridique, tout le monde m'a traité de fou, parce que le Fespam se résumait à la fête», a-t-il répliqué. Le Fespam ne contribue pas encore à la structuration de notre écosystème musical. «On ne peut pas organiser une coupe d'Afrique sans avoir des infrastructures», a-t-il indiqué. Créé en 1996 par le gouvernement congolais, le Fespam, qui se tient tous les deux ans, est une institution publique à caractère culturel et scientifique, placée sous l'égide de l'Union africaine. Une édition peut tenir jusqu'à 70 spectacles dans différents lieux de Brazzaville, avec des artistes congolais, ceux du continent et de la diaspora africaine, un colloque pour sa partie scientifique, des rencontres et des échanges avec les professionnels de la musique du monde. Financé presque entièrement par le Trésor public congolais, son destin a été perturbé par la crise économique qui a affecté le pays à partir de 2015, avec la chute des prix du pétrole. La mauvaise gestion de son budget, avec des maux comme la surfacturation des marchés, la rétention des cachets des artistes et le détournement de fonds, est aussi un mal contre lequel les pouvoirs publics doivent lutter. Espérons que sa relance se fera sur la base de la bonne gestion.

Roland KOULOUNGOU

Ministère en charge des sports

Lancement dans le Pool, de la politique de détection des talents de football

Hugues Nguélondé, ministre de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi, a procédé, samedi 13 mai 2023, au lancement officiel de la politique de détection des talents de football, à Loumo, Boko et Loungui, dans le Département du Pool. C'était en compagnie de sa collègue, Rosalie Matondo, ministre de l'économie forestière, présidente de la Fondation pour le bien-être de tous, qui porte son nom, et en présence des autorités locales de ces trois localités.

Tout a commencé à Loumo. Après des rencontres sportives de volleyball, de nzango, de handball et un match amical entre deux clubs du district, suivis par les personnalités présentes et la population, le ministre Hugues Nguélondé a procédé à la remise d'équipements sportifs (shorts, maillots, bottines, bas, ballons, sifflets, etc) aux deux clubs, à l'issue de la rencontre, en guise de lancement officiel de la politique nationale de détection de jeunes talents de football. Le don était réceptionné par la ministre Matondo, en sa qualité de présidente de la fondation, qui, à son tour, le remettait aux concernés. La cérémonie s'est répétée dans les deux autres localités, Boko et Loungui. De même, dans les principaux villages environnants où le cortège ministériel est passé, le même geste a été accompli.

A travers cet acte, le ministre Nguélondé prône

le développement du sport dans le pays et surtout dans les collectivités locales qui constituent un vrai grenier de talents. «Le football est en panne dans notre pays et même le sport de façon générale. Il est donc question de faire une détection des meilleurs, dans tous les départements du Congo. L'honneur est à Loungui, Boko et Loumo, où nous avons commencé ce premier pas d'une longue marche. Comme l'on dit souvent que même la plus longue marche commence par le premier pas, nous l'avons fait et nous allons continuer dans les autres départements. Notre mission est que le Congo retrouve ses lettres de noblesse et ça sera avec vous et grâce à vous. Nous allons vous suivre et les meilleurs seront emmenés à Brazzaville et ailleurs, pour soutenir les clubs au niveau de Brazzaville et Pointe-Noire et même se retrouver à l'équipe nationale des Diables-Rouges», a-t-il dit



La remise des équipements.



Photo de famille avec les deux équipes de Loumo.

aux jeunes sportifs.

Pour la ministre Matondo, la satisfaction était grande, de voir son collègue en charge des sports, faire l'honneur à Loumo, circonscription où elle a été élue députée, et aux deux localités voisines, Boko et Loungui. «Monsieur le ministre vient de nous faire un grand honneur dans nos localités et dans le Pool, et ça va continuer ailleurs. Nous ne pouvons que lui souhaiter bon vent et lui dire que nous sommes là en attente du reste. Je pense que

ça leur manquait, ces jeunes-là, de savoir qu'ils peuvent être valorisés, par monsieur le ministre. Et donc, nous ne pouvons que le remercier pour cela au nom des jeunes de Loumo qui peuvent avoir aujourd'hui l'espoir d'être identifiés, formés et éduqués dans le cadre du football», a-t-elle dit. Signalons que ce programme amorcé par le patron des sports s'étendra dans les autres départements du pays.

Luze Ernest BAKALA

Fécocy (Fédération congolaise de cyclisme)

Le C.n.o.s.c appelle à une assemblée générale électorale

Après la démission du président de la Fécocy (Fédération congolaise de cyclisme), Rufin Arsène Bakouétana, qu'il a annoncée lors d'un point de presse tenu samedi 13 mai 2023, au siège de la télévision en ligne, First Mediac, à Brazzaville, à la suite des menaces de mort dont il aurait fait l'objet, à l'occasion d'une mission qu'il devait effectuer à Pointe-Noire pour la mise en place de la Ligue départementale de cyclisme, le C.n.o.s.c (Comité national olympique sportif congolais) a appelé à la tenue d'une nouvelle assemblée générale électorale extraordinaire, qui se tient le samedi 27 mai 2023, au Salon V.I.p au Stade Alphonse de Massamba-Débat. Dans ce papier, nous revenons sur les raisons qui ont conduit à la démission du président Bakouétana, à la grande indignation du monde du vélo congolais.

Elu à la tête du bureau exécutif de la Fécocy, lors de l'assemblée générale du 22 novembre 2020, Rufin Arsène Bakouétana avait fait l'objet d'une plainte de son adversaire, André Tchikaya Louémba, à la C.c.a.s (Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport). Ce qui avait paralysé le fonctionnement de la fédération, pendant plusieurs mois, puisque l'affaire a traîné en justice. Finalement, Rufin Arsène Bakouétana a été réhabilité en mars 2023 et a repris les activités à la tête de la fédération. Mais,

son adversaire et ses soutiens ne se sont pas avoués vaincus. Ils ont continué à dresser les obstacles sur sa route, pour l'empêcher de travailler jusqu'à cette mission à Pointe-Noire où Rufin Arsène Bakouétana a découvert qu'ils sont prêts à tout. Voici ce qu'il a déclaré à ce propos: «La cause de mon départ, c'est qu'aujourd'hui, le cyclisme tente à ma vie. Donc, l'insécurité de ma famille, de ma vie et celle de mes biens, compte tenu de la complicité active entre le candidat battu de tous les temps, et certains cadres de l'admini-



Rufin Arsène Bakouétana, président de la Fécocy, a démissionné.

nistration et toute la chaîne de gestion du sport. Je ne peux plus continuer. Je ne peux pas comprendre qu'aujourd'hui, des tracts comme ça soient publiés, couplés aux informations d'insécurité et de menaces de mort. C'est une décision irréversible à mon niveau, parce que les conspirations sont des constructions psychologiques. Le coût est d'abord psychologique avant d'être réalisé. Il y a des ramifications jusqu'à

certaines membres de mon bureau. Donc, je ne peux pas sacrifier ma vie pour le vélo. J'ai fait les bons moments du vélo. Que ceux qui veulent ce poste, qui ont promis des voitures aux cadres qui réussiraient, viennent prendre le poste. Je préfère sauvegarder ma vie. Mais, de grâce, qu'ils ne me tuent pas».

Propos recueillis par
Luze Ernest BAKALA

39^{ème} championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe Egypte 2023

L'A.s Otohô en demi-finale, chez les dames, après avoir écarté la D.g.s.p

Débuté le lundi 8 mai 2023, en Egypte, la 39^{ème} édition du championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe de handball Egypte 2023 était à l'étape des quarts de finales, lundi 15 mai. Chez les dames, deux équipes congolaises se sont croisées le fer. A l'issue de ce match plein de suspense, l'A.s Otohô l'a remporté, après une prolongation de deux fois 10 minutes: 34-33.

Pour avoir occupé respectivement la troisième place dans le groupe B, pour l'A.s Otohô, avec 4 points (+15), et la deuxième place dans le groupe A, pour la D.g.s.p (Direction générale de la sécurité présidentielle) avec 5 points (+1), les deux équipes congolaises se sont retrouvées en quart de finale. C'était donc un quart de finale à travers un duel congolo-congolais, âprement disputé. Le handball congolais était appelé à faire sa démonstration technique au niveau continental. Un match à vous couper le souffle, interdit aux cardiaques!

Les deux équipes féminines de handball ont sorti leur grand jeu. 14-13, c'était le score à la mi-temps, en faveur de l'A.s Otohô. Après un petit moment de flottement, au retour des vestiaires, les dames d'Owando se sont fait rattraper. Et le score a évolué de manière serrée entre les deux équipes: «Tu marques, je marque; je marque, tu marques». A l'issue du temps réglementaire, c'était la parité: 30-30.

Il a fallu faire recours aux prolongations, pour départager les deux équipes congolaises. C'est finalement les pouliches de Zoran Batinic qui ont fait la différence, en tirant leur épingle du jeu. Score final: 34-33, pour l'A.s Otohô qui est arrivée en demi-finale, qu'elle joue mercredi 17 mai, contre les Angolaises de Primero d'Agosto.

Pour sa part, la D.g.s.p joue la coupe du président, pour la détermination du classement du bas du tableau.

Luze Ernest BAKALA

Championnat national direct Ligue 1 de football

2 buts à 0, Etoile du Congo remporte le derby face au leader As otohô!

La 24^{ème} journée du championnat national direct de football Ligue 1 s'est déroulée du mercredi 10 au dimanche 14 mai 2023. Au cours de cette journée, on a enregistré la victoire de l'Etoile du Congo sur l'A.s Otohô (2-0), lors du match du dimanche 14 mai, au Stade Alphonse Massamba-Débat. Les buts stelliens ont été marqués par Linouaka et Loulendo. Au classement général, si l'A.s Otohô conserve la première place, l'Etoile du Congo a grimpé de la cinquième à la quatrième place, avec 38 pts.

Concernant les autres matches de la 24^{ème} journée, il y a eu l'A.c Léopards et le Cara qui se sont neutralisés par un score vierge (0-0) au Stade Paul Sayal Moukila de Dolisie.

Au Stade Alphonse Massamba-Débat et de Brazzaville, l'Inter-club et la J.s de Talangai se sont aussi séparés sur un score nul (0-0). L'A.s Juk et le B.n.g (Bana nouvelle génération) ont connu le même score 0-0. De même, Patronage Sainte-Anne et V. club Mokanda se sont séparés sur un score nul, mais de 1 but partout. Diables-Noirs a échappé bel à l'A.s Cheminot qu'il a battue de justesse (3-2). Le Fc Kondzo est sorti vainqueur face à Nathaly's: 1-0.

A trois journées de la fin du championnat, l'A.s Otohô est condamnée à obtenir au moins une victoire, si elle veut conserver ses chances de remporter le championnat cette année. Car Diables-Noirs, le club du général Jean-François Ndengué, le président d'honneur, est à l'affût. Mais, c'est un scénario difficile. Les Noirs et jaunes peuvent au moins se rassurer de la deuxième place, synonyme de participation à la Coupe de la Caf, pour la deuxième fois consécutive.

Luze Ernest BAKALA

Classement des cinq premiers

- 1- As Otohô: 58 pts;
- 2- Diables-Noirs: 50 pts;
- 3- Inter-club: 39 pts;
- 4- Etoile du Congo: 38 pts (+1);
- 5- J.s de Talangai: 38 pts (-1).

25^{ème} journée
Au Stade Alphonse Massamba-Débat

- As Juk vs As Cheminots;
- Patronage Sainte-Anne vs Fc Nathaly's;
- Cara vs B.n.g;
- Js Talangai vs As Otohô;
- Etoile du Congo vs Fc Kondzo;
- Diables-Noirs vs Inter-club;
- Au Complexe sportif de Pointe-Noire
- V. club Mokanda vs Ac Léopards.